

# LA GUEULE OUVERTE



2,50 € - Le mensuel hurlant d'Alès – Decembre 2013 - n°4 - [lagueuleouverte.redac@gmail.com](mailto:lagueuleouverte.redac@gmail.com)



**I WANT YOU  
TO SPEND A LOT**

TO PROVE YOU LOVE YOUR FAMILY

## Ballade en stylo bic

Derrière les usines du père Noël

(page 2)

Lycéens d'Alès contre les expulsions

(page 3)

Une réunion gaz de schiste à Anduze

(page 7)

## Apocalypse Now

*Chroniques d'un murmure mondial* – Page 12

« On se laisse pas faire ! » - Page 23

## Boucherie de presse

*Revue de presse débitée à la hache* - PAGE 26

ANONYMOUS

Petit bilan sur le désastre du 5 novembre – Page 12





## Ballade en stylo bic

*J'ai fureté, j'ai regardé, j'ai écrit. J'ai vomi ce que j'ai vu, J'ai encouragé les rébellions... mais j'ai pas commencé par la « Boucherie de presse » !*

## Derrière les usines du père-noël

La grande dégueulasserie de Noël revient cette année encore ! C'est comme un grand reboot où l'ensemble de la société, absorbé par ses préparatifs, pense encore moins que d'habitude : lobotomie.

Il s'agit de tout oublier et d'imposer par les médias la « Paix dans le monde », pendant au moins une ou deux semaines.

Qu'aucun pays du tiers-monde ne vienne nous gâcher l'indigestion et l'endettement, avec ses charniers, ses viols, ses réfugiés, etc. - Comme le dit le jeune type de classe moyenne du XXI<sup>e</sup> siècle : « *Il y en a marre de nous faire culpabiliser !* ».

Le coût humain et environnemental d'un certain mode de vie ne donne plus vraiment le droit d'en avoir marre ou non. Pour les jugements moraux et la psychologie : c'est trop tard. Nous en sommes au stade guerrier.

La classe, comme la prétendue « race » supérieure, ne sont supérieures que parce qu'elles usent de tous les moyens possibles et imaginables pour le rester. Elles agissent ainsi sans jamais pouvoir admettre que c'est la pratique quotidienne de leurs dominations, qui est la cause de l'infériorité des autres. Classe ou race sont persuadées que leur supériorité est tout aussi naturelle que l'est l'infériorité où doit pourrir (par tous les moyens!) le reste de l'humanité.

Le désastre mondial actuel n'est dû qu'à cette boulimie **satisfaite** de vacances, de biens à posséder, de variétés de bouffe à ingurgiter. Accuser la « finance » de ce chaos, c'est surtout se dédouaner de ce complexe de supériorité qui caractérise la classe moyenne et son mode de vie hédoniste.

\*

Pour éviter à nos consommateurs de « culpabiliser » et pour leur permettre de vivre leur supériorité avec sérénité, les centres-villes de gauche ou de droite, ont la même stratégie :

Il s'agit d'enfermer les pauvres chez eux en poussant à son apothéose le climat de frustration marchande.

Ceci est appliqué dans l'ensemble de l'espace public, et qui n'a pas de fric est prié de se retrancher chez soi.

Il s'agit de cacher les mendiants, de virer des rues les saltimbanques non-officiels et d'y accrocher des guirlandes de flics.

Il s'agit d'éviter de croiser les culpabilisantes familles habillées par le « Secours Populaire » pour pouvoir dépenser en cadeaux ce que ces derniers dépensent en une année pour se nourrir.

Noël est l'arme de pacification sociale la plus efficace qui ne fut jamais employée, après la bombe atomique, bien entendu !

\*

Comment discuter de « la magie de Noël » si au préalable, tous les biens, produits et services des centres-villes ne sont pas totalement gratuits ? - **La gratuité est la condition préalable à cette « magie »**. Sans cette gratuité, cette « magie » n'est, au final, qu'une occupation sans partage de l'espace et dénonce Noël pour ce qu'il est : un apartheid social.

Cette « magie » n'est pas faite pour être partagée. Elle est le signe d'une domination tout aussi brutale qu'in-assumée.

La vérité la plus acide, à propos de Noël, c'est que **la « magie » des dominants est l'enfer de tous les gueux**.

Gueux réduits à l'impuissance marchande et policière ; gueux qui se suicident en nombre, à l'occasion des fêtes sans cadeaux, sans eau chaude, sans électricité, sans vie...

A Alès comme partout ailleurs, cette débauche répugnante de sapins hors de prix, d'hommes en rouge payés au smic et de bourgeois parcourant le centre-ville pour trouver LE cadeau, aura encore lieu cette année. Les dommages collatéraux humains n'apparaîtront que très discrètement dans la presse locale...

Cette année encore nous serons insultés, méprisés, néantisés.

Cette année encore, les chants de Noël nous persécuteront jusqu' dans les séjours de nos taudis.

Cette année encore, d'ordinaires salopards visiteront le centre-ville aux façades sans toitures, et ils trouveront tout cela bien agréable et très réjouissant.

Écœurante lutte des classes que les classes intermédiaires mènent contre nous. Sans même en avoir conscience.

Même face à la délinquance, elles restent dans l'ignorance. Elles préfèrent y voir des « arabes » ou des déviances individuelles. Pas question de voir cette classe sans le sous, dont la délinquance est une manifestation parmi d'autres.

Pourtant, son instinct de conservation, la conduit à compatir. Non pas à compatir avec nous, mais avec « Les Enfoirés » et les « Restos du cœur ».

Comble de l'humiliation, les petits bourgeois veulent nous ghétoïser dans les réveillons de la « Croix Rouge » et autres. Ont-ils peur que nous nous invitions chez eux ? Ont-ils si mauvaise conscience ?

Mon humble avis, c'est qu'ils savent, au plus profond d'eux-mêmes, que Noël est la période de l'année où tout devient limpide : il y a la jouissance des uns et l'exclusion des autres.

Noël, c'est la manifestation de la barbarie. Barbarie qu'il s'agit de travestir en fête de la consommation pour tenter de croire au fantasme du meilleur des mondes consommables.

Ce monde de la consommation va pourtant s'effondrer, car il dépend d'un monde bien plus vaste et empirique : le monde de la production et son environnement d'où il tire ses ressources et où il rejette ses déchets.

Ce monde de la production déborde de cadavres, de colères, de révoltes, de pollutions. Les prols ne marchent plus, et l'augmentation considérable des émeutes, année après année, ne laissent aucun doute sur l'issue de ce système. Cette issue c'est la mort du système à l'échelle planétaire ou la mort de l'humanité.

Derrière les usines du Père Noël ? - Il n'y a que des charniers et des enfants qui pleurent.



## Lycéens d'Alès contre les expulsions

*Le vendredi 18 octobre au matin, un texto m'informe que des « événements » eurent lieu tôt ce matin, au Lycée Jean-Baptiste Dumas, à Alès. Je rejoins une amie et maman d'élève qui est sur les lieux. Je me renseigne, questionne, observe. Premier constat dans la laideur matinale de ce monde puant le cynisme facile et la résignation : sur leur barricade obstruant l'entrée du lycée, les gosses sont beaux.*

**Vendredi 18 octobre**, les lycéens d'Alès comme beaucoup d'autres en France depuis la veille manifestent. Après une timide tentative de manifestation vers le centre-ville, ils sont refoulés devant le lycée jusqu'en début d'après-midi par la police. Les jeunes s'entassent devant l'établissement et la barricade construite à la hâte obstrue l'entrée.

Il semblerait, que la veille au soir, nos jeunes gens aient fait tourner sur les réseaux sociaux (Facebook, etc.) un appel à la grève pour protester contre les expulsions des lycéens et des collégiens sans-papiers. Le cas de « Léonarda » est repris en boucle (cf. « Le Monde » du 17 oct. 2013).

L'appel à protester n'ayant été précédé d'aucun débat ni d'aucune concertation, tout se fait dans l'urgence. Beaucoup ne comprennent pas tout de suite l'enjeu de cette protestation. Chacun y va de sa bonne volonté et selon sa méthode. Ceci donne l'impression d'un grand n'importe quoi n'étant pas dénué d'intérêt, puisque la situation est littéralement ingérable par les forces de l'ordre.

Très tôt le matin, il semblerait que des bus livrant en pâture les lycéens des villages aux pédagogues, aient été caillassés. De même pour la voiture de la CPE à qui il fut interdit de rentrer dans le lycée.

Il semblerait aussi que des lacrymogènes furent utilisés par quelques jeunes gens embellis par la rage.

A la suite de ces événements, la CPE annonce la fermeture de l'internat. Des petits groupes d'adolescents envahissent le centre-ville avec leurs valises. Ils attendent en marchant que des proches viennent les chercher pour tenter de les tuer d'ennui dans des villages-dortoirs durant les vacances.

Les flics de l'académie (espèce de CPE volant d'établissement en d'établissement pour y maintenir la « sérénité » comme ils le disent eux-mêmes), envahissent les abords du bahut. Les flics de la République se sont déployés entre le lycée et le centre-ville pour en assurer la « sécurité ». Malgré les contrôles d'identités qui eurent lieu sur la barricade et les menaces policières qui s'en suivirent envers et contre ceux que la flicaille considère comme des « meneurs », l'ambiance reste décontractée et sympathique.

Toute la matinée et jusqu'en début d'après-midi, les officiers du commissariat d'Alès promettent à nos jeunes gens, l'arrivée éminente des CRS de Nîmes. Nous n'en verrons pas un seul de la journée.

Vers midi, la police informe les lycéens encore présents qu'ils doivent manifester sur un parcours que la maison poulaga a prédéfini. Cette déambulation du tour operator préfectoral, finit de convaincre la majorité des lycéens de la fin des opérations de protestations. Il n'en restera qu'une centaine pour pratiquer le sport pédestre qu'est une déambulation

A 14h30, un cortège de lycéens se met en route, encadré par la police. Il n'y a ni CRS, ni la sono infernale de la CGT. J'éprouve une satisfaction qui s'essoufflera bien vite !

Nous pratiquerons le même parcours que pour la manif des retraites, mais si la manif des retraites avait randonné pendant un peu plus de 2 heures en empruntant le même trajet, nos lycéens boucleront la randonnée en 45mn ! Flics hostiles et adultes amis, suent à grosses gouttes et se promettent de se mettre à l'EPO pour la fois suivante...

La Pravda d'Alès, le « Midi Libre », tournera très grossièrement en ridicule cette journée de protestation. Certainement trop occupé à échanger ses notes avec les flics du renseignement, le journaliste du « Midi Libre » n'aura pas vu ce que nous avons constaté.

En déconnectant le désir anticipé de vacances grâce à la grève des raisons mêmes de la grève, le « Midi Libre » nous présente ce pôle de résistance aux expulsions comme un ramassis de petits branleurs voulant gratter un jour de vacances. Loin de moi l'idée de contredire ce désir de se bécoter librement grâce à la grève, mais il n'en demeure pas moins vrai que ça se bécote pour protester contre des expulsions. Expulsions auxquelles collabore passivement le reste de notre société.

Le même journal pourra accuser autant qu'il le veut de désorganisation et de sombres motivations nos lycéens, il n'en demeure pas moins vrai que cette journée est le fruit d'une saine réactivité de la jeunesse envers et contre le fascisme d'une Europe encerclée par les cadavres d'immigrés.

Nous pouvons déplorer le manque de discussion, de maturité et de recul. Certes. Nous pouvons déplorer cette fixation sur Valls et Léonarda. Certes. Mais nous ne pouvons que saluer le désir de résistance d'une jeunesse à l'avenir tout aussi sombre que brun. Cette réactivité du dernier jour de cours, ne pouvait d'ailleurs que mûrir pendant les vacances...

\*

**Le 4 novembre**, jour de la rentrée après les vacances d'automne. Les lycéens tiennent une Assemblée Générale où ils débattent pour éclaircir ce qui les réunit et les motive. En fin de réunion, il est décidé de ne plus communiquer avec les médias traditionnels (et surtout le Midi Libre) et de bloquer le lycée dès le lendemain, le mardi 5 novembre.

**Le mardi 5 novembre**, jour de la révolution mondiale d'Anonymous, le lycée est effectivement bloqué dès le matin. Un petit tract fait par des lycéens, circule devant le bahut. L'objet du blocage se formule enfin : s'opposer aux expulsions des lycéens sans-papiers.

Toutefois, les discussions avec plusieurs jeunes présents devant les barricades, me laisse croire que c'est bien plus qu'un refus des expulsions qui les motive (voir encart page 5).

Dans l'immédiat, ce qui préoccupe les lycéens, c'est surtout la direction de l'établissement alésien. Direction qui refusera de donner une salle aux étudiants. Le droit d'association et de réunion des jeunes est clairement entravé.

A ceci s'ajouteront quelques fouilles de cartables effectuées par la police, sans qu'aucun dérapage n'ait d'ailleurs eu lieu. Nos jeunes gens sont bravement sous la pluie et plutôt déterminés. L'ambiance reste bon enfant.

Un semblant d'assemblée générale a lieu devant la porte principale, vers 11h40. Certains des participants, tout aussi enthousiastes que provocateurs, rendent hilares l'assemblée en proposant un blocus de trois mois renouvelables. D'autres se contentent d'en appeler à la révolution. D'autres encore, déplorent ne pas réussir à construire un débat collectif, avec un discours construit. C'est choses sont généralement dures à réaliser. Les usines sont confrontées aux mêmes problèmes, lorsque des AG posent la question de la grève aux ouvriers. Les lycéens n'en sont donc pas exempts.

Ce qui traverse ce type de mouvement, c'est un désir de révolte envers le présent. C'est un refus catégorique envers la perpétuité de la situation vécue et promise. S'opposer et protester contre les expulsions de sans-papiers est très noble, mais ce n'est qu'une tentative pour rationaliser une révolte qui ne peut identifier ni son origine, ni sa finalité.

Nul n'est dupe. Pourtant, ceci ne réduit en rien la valeur de cette protestation qui s'imaginait plus spectaculaire et a encore du mal à concevoir que ce qui fut réalisé jusque là est déjà extrêmement important.

Comme c'était le cas le vendredi 18 octobre, le refus d'aller en cours, ainsi que l'érection des barricades, sont des témoignages suffisant de ce désir d'insoumission à un monde de merde qui expulse nos voisins, conjoint-e-s et collègues, faute de papier. Pourquoi en vouloir plus à ce stade de la lutte ? - Il est important de savoir mesurer ses possibilités, de continuer à discuter et de se féliciter d'avoir tout de même réussi à mettre le cul par-dessus tête aux médias, aux flics et aux autorités Heir Pédagogiques. En tant qu'adultes, nous ne pouvons qu'encourager pareille démarche, tout en soulignant les réussites avérées. Aujourd'hui, c'est clair : les lycéens d'Alès ne sont pas des collabos.

\*

Tandis qu'un garçon fait rire une jeune fille en faisant du beat-box (non sans talent!) dans le mégaphone, j'apprends qu'un élève vient d'être élevé au rang de « meneur » par les autorités pédagogiques et la flicaille. Inquiet, l'un de ces camarades me désigne un garçon de 17 ans qui est en train de se faire passer un savon téléphonique par sa mère. Le directeur de l'établissement aurait appelé les parents pour les faire flipper. Sous l'œil bienveillant de la police-politique qui me colle aux basques depuis mon arrivée. La répression perverse et tordue de l'établissement scolaire se met en place.

Les échanges entre les flics et les autorités éducatives sont flagrants. Une suspicion est jetée sur les « meneurs »

**Que veulent ces « petits cons » ? - La moindre des choses, serait de tendre l'oreille lorsque on se pose pareille question ! L'un d'eux s'est fendu la plume et nous reproduisons son texte tel quel :**

*« Mais c'est quoi ? C'est quoi ces références..? C'est quoi c'est "cases" sociales , culturel et politiques ? Qui nous fait avoir ce rapport de l'opinion direct ? Celle qu'on prend quand on voit quelqu'un de différent , quelqu'un qui ne nous reviens pas ou bien au contraire quelqu'un qui nous semble parfait au premier regard. Ça remonte à notre naissance. Celle que nous avons tous vécu un jour ou l'autre. Pour commencer , on est ranger dans une case définie par notre sexe. Garçon ou fille. Vous remarquerez que ceux qui se trouvent entre les deux ont déjà un sacré fardeau. Le pyjama bleu et le pyjama rose tout le monde connaît. Ensuite tu es répertorié par un "prénom" qui te suivra jusqu'à la fin de ta vie et qui te fera aussi , selon sa provenance , rentré dans une case. Est ce normal qu'un simple prénom sur un CV puisse permettre a certains employeurs de le refuser ? Et c'est là le fond du problème. Revenons a nos moutons. Ensuite tu évolues. Évoluer , n'est ce pas ? Mais comment ? Comme le système le veut. L'évolution fait pourtant parti je pense du "par sois même". Mais évidemment aussi collectivement. Mais quand les cases sont créés , qu'elle sont répertoriées et enfin qu'on y ajoute quelques clichés histoire de faire croire à l'humain qu'il a des connaissances communes, il reste quoi ? Plus rien. Le reste a disparu. Nous case t-on dans des filières scolaires selon des critères de personnalité ? Ou bien alors de relations ? Ou encore de caractère ? Non rien de tout ça. On nous case selon nos compétences ne l'oubliez pas. La compétence c'est donc ça ce qui va "construire" notre avenir ? C'est ce qu'ils nous bourre dans le crâne de partout. Ayez des compétences à l'école pour avoir un travail compétent , puis aussi achetez-vous tout ce que vous propose la mondialisation pour être entouré de tout ce qui est compétent. Le reste on lui marche dessus. Mais attention , ne devenez compétent que dans ce qui est de l'ordre du profit. Qui a vu une conseillère d'orientation qui vous propose d'être poète? Ecrivain ou encore clown pourquoi pas. Ou bien même musicien , hein qui ? Personne. On vous propose les travaux qui font progresser la bête , pas ceux qui en font un bilan ou bien qui tente de la mettre au repos le temps d'un concert ou bien d'un spectacle. L'éducation n'est plus. Elle s'est ranger avec toutes les fausses "devises" de ce monde. Et rare sont les endroits ou elle a garder sa valeur sur. Celle de forger l'humain que vous serez plus tard , avec sa réflexion , sa culture , et son savoir. Aujourd'hui , on forge des compétences. Ça va plus vite , puis ça fait du bon citoyen qui ira se tuer au boulot alors qu'il ne gagne même pas assez pour subvenir à ses besoins. C'est ça l'éducation ? Etre enfermer pendant huit heures dans un bâtiment tellement monotone qu'on dirait un pénitencier. Avoir des horaires , des devoirs , des droits aussi mais a quel prix. Tu te lève à tel heure , tu rentre à tel heure , tout ces établissement ne sont plus les école de l'humain. Elles sont les écoles de la compétence. Comment à 17 ans , on peut te demander ce que tu veux faire de ta vie ? Et si tu réponds "je sais pas" tout le monde te regarde comme si t'avais dit la plus grosse connerie du siècle. Moi j'en ai plus que ras le bol qu'on me pose cette question. Désormais je répondrais "Moi je veux vivre , et je vous emmerde." »*

Un lycéen soumis à l'anonymat  
devant le risque de répression.



et les personnes qui leur auraient prêté un mégaphone et permis de photocopier leurs tracts. Lamentable méthode de contre-subversion qui n'abusera que les imbéciles...

Il faut dire, qu'avec les négociations pour une liste commune de la gauche aux élections municipales, ni le Front de Gauche ni la CGT ne sont présents. Sous le gouvernement Sarkozy, nos amis les stals débarquaient dans la minute, sono à fond les ballons... Dorénavant, la gauche est au pouvoir et les calculs politiques locaux du Front de Gauche ne peuvent se permettre de compromettre les négociations avec le Parti Socialiste pour une éventuelle liste commune aux municipales. Dès lors, les soutiens logistiques émanent de réseaux non-parlementaires que la police et les médias fantasment sous diverses appellations dont je ne parlerai pas ici, tant ces choses me semblent ridicules et sans intérêt. Je rappelle que nous parlons d'un mégaphone pourri et de photocopies.

Les divers corps répressifs de l'État, que ceux-ci soient éducatifs ou armés (la police) ont clairement acté leur collaboration à travers les coups de pression que les parents subissent et font subir à leurs gosses en retour. L'affolement retombe très vite, des parents d'élèves présents et des adultes soutenant cette lutte, rassurent les élèves à propos des menaces guignolesques du proviseur. Les élèves rassurent leurs parents en retour...

Le soir du 5 novembre, les lycéens de JBD ne semblaient pas vouloir cesser leur mouvement. Beaucoup d'entre eux sont déterminés, bien que pommés face à une situation de lutte qui n'est pas du tout conventionnelle : ni parti ni syndicat ne font tampon avec la police. L'absence d'une pratique conventionnelle de la lutte contraint nos jeunes à créer leur propre lutte, par leurs propres moyens, selon leur propre langage. Cet handicap est néanmoins un avantage : ils sont souverains dans leur lutte et nullement otages d'un parti désireux d'en tirer quelques bénéfices électoraux. Ils sont calmes, mais les autorités les accusent d'être ingérables, justement parce qu'autonomes dans leur juste révolte. Ils n'ont aucun manuel du petit manifestant sous la main, mais ils l'écrivent par eux-mêmes en temps réel. Ingérables et libres ? Certainement ! Et il y a de quoi en être fier.

**Le 6 novembre** au matin, quelle surprise de constater que la barricade démontée hier soir par les autorités s'est redressée durant la nuit. Les jeunes n'ont pas chômé ! La nuit fut constructive, au sens propre comme au figuré :



Nous parents d'élèves, militants ou activistes de divers horizons, dénonçons avec fermeté, l'attitude de de la direction envers nos enfants et jeunes camarades !

Les menaces et intimidations successives, de la part du proviseur comme de la police, sur les adolescents de JBD en lutte contre les expulsions de sans papiers, nous apparaissent tout aussi illégitimes que pathétiques.

Constatant que le barrage filtrant de JBD n'a provoqué ni l'arrêt des cours ni de violence ni de dégradation, nous ne pouvons que vomir notre plus âpre colère sur les pompes d'une bureaucratie menaçante et gueularde, ayant perdu tout crédit pédagogique à nos yeux.

La lutte des jeunes est juste. Elle se refuse de collaborer à un système discriminatoire. A un système scolaire qui, pour la seconde fois dans notre histoire, voit des fonctionnaires d'État être les rouages de la déportation de nos collègues, voisin-e-s, ami-e-s, ami-e-s de nos enfants ou conjoint-e-s.

L'éducation veut que nous enseignons aux enfants la notion de responsabilité. Aucune excuse n'est plus valable, de la part du proviseur qui, non content de « fonctionner », menace les élèves en lutte.

Monsieur le cowboy-directeur, rengaine donc tes heures de colle et tes avis d'expulsion, c'est aussi à des grandes personnes que tu peux avoir affaire !

des banderoles chapeautent l'édifice où les lycéens affirment leur solidarité avec les sans-papiers. Vers 11h40, un camion publicitaire du **Front National** passe devant le lycée en roulant au pas. Bardé d'affiches dégueulant des « Français d'abord », les quelques lycéens présents devant l'établissement se contenteront d'adresser quelques doigts d'honneur. Ledit camion ne sera pas le martyr d'une cause électorale.

A 12h10, des lycéens défont les banderoles. Serait-ce une reddition ? - Non, c'est juste une « révision tactique », car ils ont quelques petits trucs prévus au programme pour le lendemain. L'adulte que je suis étant suspect, je ne rentre pas dans la confiance...

**Le 7 novembre** au matin, c'est un peu la panique dans le royaume des adultes : les lycéens viennent de se mettre en ordre de bataille pour partir en cortège vers le centre-ville. Il est 10h. La manif sera finie avant 11h. Comme pour le 18 octobre, c'est un marathon et les adultes que nous sommes (témoins, flics et parents d'élèves) tirons quelque peu la langue. Si ce mouvement continue, des accidents cardio-vasculaires risquent de se produire, c'est certain !

Les flics tenteront d'arrêter les 200 à 300 manifestants au rond point de la sous-préfecture, mais les lycéens ignorent superbement les 4 condés qu'ils contournent sans outre procédé. La maison poulaga est littéralement néantisée. Spectaculaire maturité de nos jeunes outrepassant « la peur du gendarme » comme rarement les adultes le font eux-mêmes.

De retour à JBD, c'est sûrs d'eux-mêmes que les manifestants ne se dispersent pas, mais vont droit vers les bureaux du proviseur qui n'en mène pas large. Ce dernier n'est pas avare en menaces diverses et variées depuis le début de la semaine et il refuse toujours une salle aux élèves pour qu'ils discutent. Ces derniers ne sont pas prêts d'en rester là. Avoir une salle est devenu un enjeu. Qui plus est : des parents d'élèves n'apprécient guère l'attitude de l'administration envers leurs enfants et le font savoir (cf. reproduction du tract des parents page 6).

Ce même 7 novembre, les choses ne se sont pas aussi bien passées partout. Le matin, à Saint-Ouen (région parisienne), la police tente d'empêcher le blocus du lycée Auguste Blanqui par une dizaine d'élève appelant à ne pas rentrer en cours : « *Un policier a dispersé du gaz lacrymogène sur trois des lycéens, qui avaient formés une chaîne humaine. L'un d'entre eux a été plaqué au sol et a perdu connaissance. Les élèves ont appelé les pompiers, qui ont hospitalisé le jeune homme. [...] Les professeurs du lycée, choqués par la scène, ont immédiatement décidé de cesser le travail* » (Rue89).

Le 7 novembre au soir, la lutte des lycéens est loin d'être finie et pouvait même s'élargir aux enseignants et parents d'élèves. Le 20 novembre, la lutte est belle et bien finie. La direction de JBD se lance dans une vague de répression politique contre les élèves ayant lutté (à suivre dans notre numéro de Janvier 2014).



## Une réunion Gaz de Schiste à Anduze...

*Le 16 octobre dernier, une rencontre entre des militants anti-forages locaux et une représentante du collectif anti-schiste anglais de Balcombe (Sussex) avait lieu à Anduze.*

*Cette réunion n'eut que la vertu d'exposer les contradictions et les limites où se sont embourbées ces luttes, à l'échelle continentale. Ces limites se résument en quatre points et demeurent indépassables à ce jour. Exposé.*

**I. Rapport de force** – Toute lutte, opposition ou contradiction, quelles que soient ses prétentions (pacifistes ou non), se constitue

en un pôle de résistance envers et contre les décisions ou les indécisions politiques d'un État. Non seulement une lutte ne peut pas être sans rapport de force, mais ce rapport de force est justement le but et le moyen de toute lutte. Il ne s'agit jamais que de forcer les décideurs à décider ce que nous désirons qu'ils décident. D'ailleurs, une lutte qui n'est plus dans une logique de lobbying envers l'autorité publique, n'est plus une lutte, mais une simple négation de l'autorité et de son régime.

Si une lutte débouche sur le refus de reconnaître l'autorité publique et ses décisions, cette lutte rentre dans une démarche révolutionnaire où l'autorité est annihilée par la société civile. Ce n'est donc plus une lutte, mais le dépassement même de la lutte : ce n'est plus un conflit, mais une sédition, une résilience, une rébellion. Nous en sommes d'ailleurs très loin avec les « Collectifs Gaz de Schiste »...

Dans une lutte, le rapport de force est toujours fonction de la catégorie sociale qui a le plus à perdre dans l'immédiat.

En Roumanie, le rapport de force à propos des forages, implique les paysans et les villageois qui possèdent et vivent sur les terres gorgées de gaz et de pétrole. En France ou en Angleterre, le rapport de force implique les très rares paysans pratiquant encore l'agriculture en Europe de l'Ouest, et surtout et principalement : les habitants des villages dorts sous lesquels dorment la si précieuse énergie.

Ces habitants sont généralement endettés par l'achat de leurs maisons. Maisons qui deviendraient invendables en cas d'exploitation des sous-sols. L'exploitation des hydrocarbures ne peut donc que les ruiner et les conduire à demeurer bloqués au milieu des champs de forage. Rien de réjouissant en somme.

Le rapport de force des luttes anti-gaz de schiste d'Europe de l'Ouest implique donc une classe précise. Cette classe a accès à la propriété. Elle a les moyens de se déplacer quotidiennement pour aller et revenir du travail. Une grande partie d'entre eux partent en vacances au moins une fois dans l'année et il n'y a guère besoin d'antennes du « resto du cœur » dans ces petits villages. La classe qui lutte n'est autre que la classe moyenne. Ceci n'implique aucun jugement de valeur sur cette classe : c'est une donnée sociologique des luttes, basta.

La classe luttant, ne peut jamais lutter que par et pour ce qu'elle est. La classe moyenne se constituant en donnant crédit à un système démocratique, elle ne peut donc lutter que démocratiquement. Remettre en cause ceci, serait pour elle, remettre en cause ses caddys et la propriété privée. Remettre en cause la citoyenneté dans les luttes, revient à remettre en cause ses droits au tourisme comme à vouloir voir ses enfants préservés ou augmenter le patrimoine matériel et culturel de la classe.

En définitive, la classe moyenne prenant conscience d'elle-même en tant que classe en conflit avec les autorités, ne peut que vouloir préserver le système qui lui a permis d'exister tout en s'y opposant.

Ce paradoxe affirmant et contredisant le système dans un même mouvement, enferme les collectifs anti-gaz de schiste dans un cadre institutionnel qui veut pourtant sa peau.

Le recours aux élus, aux pétitions et à la foi aveugle en l'information expliquant en long, en large et en travers, le désastre écologique en devenir, est tout ce que les collectifs peuvent faire et font.

Pour les collectifs d'Europe de l'Ouest, il n'est pas question de s'opposer physiquement ou à travers le sabotage, comme c'est le cas des roumains ou des canadiens. En Europe de l'Ouest, la classe qui est directement en conflit avec l'industrie pétrolière, établit un rapport de force ayant foi en la démocratie, au consensus et au dialogue. Pour elle, il est impensable que le régime démocratique et les droits que ce même régime lui a garanti jusque là, s'attaque à elle si elle manifeste son refus.

C'est précisément là qu'émerge le drame et la tragédie de ce paradoxe. Le fantasme démocratique, si il a pu garantir à la classe moyenne les droits et les moyens de sa subsistance, se révèle dans la lutte pour ce qu'il est : un fantasme dissimulant une réalité socio-économique incommensurablement violente.

Le fantasme révélé, il s'étirole et chacun-e est confronté-e à la réalité du désastre : l'exploitation des ressources et personnes ne recule devant rien pour assurer le niveau de vie de la classe populaire ayant accès à la consommation et à la propriété en Europe : la classe moyenne.

Non contente de découvrir la réalité de la violence économique et policière, la classe moyenne en lutte découvre qu'elle lutte contre elle-même et sa consommation ahurissante d'énergie.

Ce 16 octobre, j'assistais mi-amusé mi-dépit, à un débat-discours où la salle était comme abrutie par la découverte de la réalité de notre monde : « *Même en manifestant pacifiquement, la police nous tape dessus...* ».

Je gardais mes réflexions pour moi-même, mais je ne pouvais pas refouler cette lente énumération de guerres énergétiques qui eurent lieu ces dernières décennies.

Depuis la guerre d'Algérie où les contingents marquèrent l'ancienne colonie de leurs présences, jusqu'à ce que la France puisse négocier quelques avantages dans l'exploitation du pétrole et du gaz algérien dans les Accords d'Evian (unique raison du maintien des appelés en Algérie à partir de 1958-59), en passant par les Guerres d'Irak, pour en arriver aux coups tordus de l'armée française en Afrique, jamais l'occident n'a été tendre avec ceux qui voudraient priver la société française de ses énergies.

Les États occidentaux se sont toujours considérés en guerre contre quiconque voudrait leur interdire ou limiter l'accès au pétrole, au gaz ou à l'uranium. Ni Balcombe ni les Cévennes ne feront exception. Notre classe moyenne en lutte peut bien prétendre être « blanche », donc moins négligeable que l'irakien ou le malien, ceci ne rentrera jamais en ligne de compte dans les attitudes des industriels et des États : les énergies sont le système nerveux de tout un système, et ce système à d'ores-et-déjà accepté de sacrifier une infime partie des classes intermédiaires pour satisfaite aux besoins de l'immense majorité de la classe moyenne mondiale, avec ses rêves consommables, ses autos, ses vacances, etc.

En refusant d'admettre la réalité sociale mondiale et la nécessité de remettre en cause les classes, les collectifs gaz de schistes d'Europe de l'Ouest sont dans une impasse démocratique. Impasse où il ne leur reste que l'indignation de se prendre des coups comme de vulgaires irakiens (sic.).



**II. « Ni ici ni ailleurs »** – Telle est la déclaration d'intention des collectifs ouest-européens, une énième fois répétée avec l'ambassadrice de Balcombe.

Malheureusement, et à la lumière de ce qui précède et de ce que nous savons de ce qui se passe depuis longtemps dans cet « ailleurs », force est de constater que ce slogan n'est qu'une posture indignée qui n'ira pas plus loin.

J'ai beaucoup de mal à donner crédit à ce « Ni ici ni ailleurs », dans la mesure où les européens n'ont que très peu manifestés d'opposition, et à peine plus d'indignation morale, à propos du travail des enfants en Chine ou en Inde. J'ai vraiment beaucoup de mal à croire au « ni ailleurs », dans la mesure où les trois-quarts des biens de consommations circulants en Europe (et amassés par la classe moyenne pour qu'elle soit ce qu'elle est), ne sont dus qu'à la destruction de l'environnement et à la réduction en esclavage des éthiopiens et des bengalis, des taïwanais, des polonais, des coréens, etc.

En l'état de cette lutte et au vu des limites qu'elle s'est elle-même imposées pour conserver un certain mode de vie envers et contre les industriels comme envers et contre tous les immigrés grattant aux portes de l'Europe, le « Ni Ailleurs » ne s'avère être qu'une blague des plus cyniques et sinistres...

**III. Pollution sociale** – Ce 16 octobre, les personnes réunies ressassèrent tous les dommages qu'engendrerait l'exploitation de nos sous-sol. La dimension écologique à la part du roi dans les débats. Toutefois, la classe qui incarne cette lutte demeurant une classe ne devant son existence qu'au système auquel elle est pourtant en but, il n'est pas question pour elle de remettre en cause l'exploitation salariale et le capitalisme qui dirige et alimente son existence. Elle même n'occupe très souvent que des fonctions économiques créées par le capitalisme pour gérer ou pérenniser le capitalisme (comptables, travailleurs sociaux, services divers et variés). Rares sont les maçons, les paysans, les ouvriers et les chômeurs. Dès lors, il s'agit pour beaucoup de démontrer que l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste ne serait pas rentable et ne créerait pas d'emplois... Du moins, pas d'emplois pour *eux*.

Affirmer que l'exploitation des hydrocarbures par fracturation hydraulique n'est pas rentable est une connerie. Chevron ou Total veulent forer, justement pour le fric, et certainement pas pour le plaisir de gâcher le paysage. Remettre en cause le fric, c'est parler du fric qui est aussi l'enjeu de la classe en lutte ici. Pour échapper à cette remise en cause de ce fric qui donne plus de droits à ceux qui en ont qu'à ceux qui n'en ont pas, nous voilà donc confrontés à une absurdité idéelle et morale qui voudrait qu'il y ait un bon usage du fric et un mauvais usage du fric. Le bon usage, c'est ce qui ne pollue pas et rapporte, et ce qui est « mal », c'est ce qui pollue et ne rapporte pas. Littéralement ubuesque et déconnecté de la réalité économique et sociale.

Quelqu'un affirmant un truc pareil est tellement irrationnel qu'aucun argument ne pourrait y changer quoi que ce soit. Passons et admettons donc que l'industrie pétrolière ne gagnerait que le plaisir de nous emmerder en venant forer en Cévennes. Nous en venons donc à la question des emplois sur ces forages.

Là aussi, hors de question de remettre en cause le travail. La classe moyenne prétend faire travailler ses mômes pour qu'ils achètent à leur tour une maison bien méritée ; parce que tous les chômeurs qui nous polluent les villes, ils seraient quand même mieux au turbine !

Lorsque nous abordons le volet « emploi », l'identité de classe des collectifs s'affirme sans ombrage ni complexe. Un truc à vous filer des fourmis dans les poings...

Premièrement, il s'agit pour certaines personnes présentes de dénoncer une importation de main d'œuvre pour démontrer que ceci ne créera pas d'emplois pour *eux*. Sans le dire, on peut deviner dans leurs propos, qu'il s'agit de dénoncer une énième invasion d'ouvriers étrangers... Ce n'est pas dit directement... ici, on est majoritairement de « gauche » et la pudeur est, parmi les gens de « gauche », un pléonasme de leur lâcheté et de leur hypocrisie.

Deuxièmement, cette présence exagérée d'ouvriers, immigrés ou non, a des « conséquences sociales » pour « nous ». Là, je reprends les deux « conséquences » mises en évidence par la Freulein embabacoolisée qui déblatère sur le sujet :

- Les prols immigrés, parce que loin de leur famille iront aux putes. Donc, il va y avoir toute une mafia de la prostitution qui viendra s'implanter en Cévennes. Ce qui n'est pas « bien » et plutôt immoral !
- Cette même mafia diversifiera ses activités et il se créera de vastes trafics de drogue pour les ouvriers.

Mais cette drogue finira toujours par atterrir devant les portes de *nos* lycées et collèges.

En résumé, les forages en Cévennes « nous » apporteront le stup, la fornication et l'insécurité, en plus de la pollution et de la ruine patrimoniale.

Ici encore, c'est une classe précise qui s'exprime et limite la lutte à la préservation de *son* mode de vie et de *son*

identité. Identité qu'elle affirme violemment différente de celle du prolétariat. Prolétariat dont la proximité représente pour elle un grave danger.

Là, l'ambassadrice anglaise ne participe pas au débat. Elle semble larguée, bien qu'elle fasse quelques efforts pour tenter de comprendre ce qui est dit à demi-mot. Je compatis autant avec elle qu'avec moi-même... Je vous jure qu'il faut avoir le moral quand vous entendez des trucs pareils !

**IV. Dommages industriels sur l'environnement** – Nous en arrivons donc à l'argument phare de cette lutte : l'environnement. Au regard du peu de cas que font les gens de l'environnement de toutes les familles vivant dans les taudis des centres-villes d'Alès, Anduze, Saint-Ambroix ou Bessèges, ou dans les ensembles symétriquement carcéraux des HLM d'Alès, il me semble évident que nos braves gens ne s'inquiètent pas de notre environnement, mais de *leur* environnement.

L'enjeu est donc limité et conditionné par le droit à la propriété et à l'accès de quelques coins de rivières qu'une classe tient à défendre contre les industriels, les arabes et les cas sociaux.

L'habitant des villages pourra s'indigner de mon propos, ceci ne signifiera rien à mes yeux. Le petit propriétaire est de plein pied dans la moralité législative et la défense de *son* village, mais il ne s'inscrit nullement dans notre réalité objective, vécue et commune qu'est la Terre et l'humanité qui y crève à force de frontières et de séparations.

Par contre, ceux qui se heurtent aux barbelés, aux menaces, aux panneaux « propriété privée » et aux câbles tendus limitant les stationnement lorsqu'ils vont à la baignade ou griller des sardines ; par contre, ceux-là me comprendront aisément et sans plus d'arguments. Pour ceux-là, il y a « Alès-plage » et le « Lac des Camboux ». Pour les autres, il y a tout le département. Chacun chez soi, et les voitures seront bien garées.

Au-delà de cette compréhension de l'environnement qui nie l'urbanité au profit de la carte postale encad战略able, les Collectifs Gaz de Schiste répètent une prise d'otage écologique, déjà bien rôdée à travers maintes luttes : « *Aidez nous à sauver notre mode de vie ou vous allez crever avec nous* » disent-ils aux petites gens.

Sommé de s'engager dans une lutte qui ne viserait pas à améliorer ou à changer nos conditions d'existence, mais juste à les préserver pour ce qu'elles sont actuellement, le prolétariat est invité à préserver sa merde en préservant *leur* bonheur. Il faut une certaine dose d'audace et de naïveté pour que nos petits propriétaires puissent vouloir voir des gens vivant dans la misère, lutter pour préserver cette misère en échange de la sauvegarde d'un hypothétique désastre en devenir...

Le désastre en devenir est pourtant bel et bien réel. L'exploitation promet la destruction des réserves d'eau et une production de déchets conséquente (boue de forage fortement toxique et radioactive, essentiellement).

Force est de constater que les forages seraient une véritable catastrophe pour nous tous, toutefois, ce n'est pas en voulant préserver la société actuelle, qu'une réplique commune est envisageable. D'ailleurs, cette volonté « conservatrice » n'aborde la question écologique qu'à travers des contre-vérités atomistiques qui, non contentes de n'avoir convaincu que des personnes d'un même milieu, ont fini de convaincre beaucoup de ruraux pas moins pauvres que les pauvres des villes, de se retirer de cette lutte où ils s'étaient engagés au début.

Ces contres-vérités atomistiques voudraient que le gaz de schiste soit une lutte, que le nucléaire soit une autre lutte, que les grèves ouvrières du Bangladesh en soit une troisième, et ainsi de suite. En long, en large et en travers, la réunion du 16 octobre répètera les conséquences écologiques de l'exploitation du Gaz de Schiste, mais ne formulera jamais le fond du problème. Il est hors de question d'aborder la nature de ce qui, dans une mécanique implacable, altère le vivant et l'environnement duquel il dépend. Le débat porte sur une critique des méthodes ou des techniques de forage, mais à aucun instant sur ce qui conduit à vouloir forer, à inventer pareilles techniques ou au « pourquoi ? » de cette boulimie énergétique.

Enfermés dans des demi-vérités et des contre-vérités où les élus locaux de toutes tendances soutiennent, d'un air navré, la véracité des dommages environnementaux inlassablement énumérés, nos Collectifs repoussent autant que possible la critique de ce qu'est le dénominateur commun à tous les désastres industriels mondiaux depuis plus d'un siècle et demi. Il faut éviter de nommer le système qui non content de justifier désastres et massacres, ne peut fonctionner qu'en pourrissant le monde et l'humanité. Il ne faut pas dire de gros mots, il ne faut pas dire : « capitalisme ».

Le capitalisme n'est pas un système « injuste » au sens moral, mais c'est un système dont la mécanique repose, depuis toujours, sur la négation des dommages qu'il engendre à travers son fonctionnement.

Une économie n'est jamais qu'une exploitation des richesses brutes pour les transformer en richesse usuelle. Le capitalisme est une économie qui exploite des richesses brutes (matière première et force de travail des humains et des animaux) pour créer des besoins (et non satisfaire à des besoins pré-existants) qui créent à leur tour de nouveaux besoins. Dans cette mécanique inflationniste où les besoins vont en augmentant, la catégorie de ceux qui peuvent satisfaire leurs besoins naturels comme artificiels, ne peut aller qu'en se réduisant tout en augmentant sans cesse, la catégorie de ceux qui ne servent qu'à satisfaire les besoins de ceux qui ont encore les moyens de satisfaire les leurs.

Aussi, ce n'est pas l'exploitation du gaz de schiste qui est problématique. Ni même l'exploitation de l'atome à Tricastin. Ni même l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce qui est et demeure problématique c'est cette loi économique qui veut que les choses ne fonctionnent que par l'exploitation des ressources naturelles et humaines : c'est le capitalisme et son droit à la propriété, si bien ordonnés par les États.

Le capitalisme n'en est pas à ses premiers crimes. Rappelons-nous que les exploitations minières ont ravagé les montagnes et cours d'eau des Cévennes. Rappelons-nous l'incommensurable nombre d'hommes morts d'un coup de grisou, de silicozes ou des suites des manipulations de produits toxiques visant à la purification des différents métaux extraits des montagnes. Tous ces dommages sont les coûts et contre-parties d'un système qui existe. Ses nuisances sont encore bel et bien visibles par chez nous. Le criminel n'est autre que le capitalisme et ses agents.

La mise en accusation, secteur par secteur, de l'économie est une critique convenue, une critique atomistique. Cette critique est autant soucieuse des dommages du capitalisme que de la conservation de ce que le capitalisme permet (consommer, posséder). Le capitalisme s'est toujours épanoui dans cet écart où les Collectifs se sont à leur tour engouffrés. Aujourd'hui, les collectifs anti-gaz de schiste sont littéralement prisonniers de cette contradiction qui les enferme dans une impasse en offrant une contestation raisonnable et nécessaire aux industriels. Cette contradiction convenue où les élus remplissent le rôle d'interlocuteurs offre aux industriels l'image de personnes ouvertes au dialogue, alors qu'il n'y a rien à dire de plus que notre refus le plus catégorique. A-t-on jamais vu un condamné réussir une négociation avec son bourreau ?!?

Néanmoins, la classe luttant actuellement contre le gaz de schiste ne peut pas mettre en critique ce qui la nourrit et lui permet d'être d'une part ; et, lui promet le chaos et la mort d'autre part. Dès lors, elle ne peut que rester sur ses fâdes prétentions environnementales où il ne peut être question que des conséquences, et nullement de la cause. Ici encore, la posture d'un capitalisme vert se masturbant sur le développement durable s'impose violemment à l'immense majorité qui ne rejoindra pas cette lutte en l'état. L'utopie verte ne nous promettant jamais qu'une exploitation « durable » contre une exploitation « industrielle », nul prol ne s'y engagera. Et sans prols, pas de mouvement !

**Par delà la critique** – Cette lutte, si elle est dans une impasse, n'en demeure pas moins une nécessité. Mes critiques n'ont que le désir de voir cette lutte aboutir à des conclusions positives en mettant au pied du mur de la réalité certains de ces acteurs, tout en y intéressant d'autres.

Le gaz de schiste pose différentes questions aux différentes classes sociales du territoire (rendement pour les unes, désastre patrimonial pour les autres), hormis à l'une d'entre elle : le prolétariat.

Le prolétariat qui ne possède d'autres biens et droits que celui de se faire exploiter dans les mines ou sur des sites de forage. Il se heurte directement aux nuisances du capitalisme sur le vivant. Domaine du vivant auquel lui-même appartient avec sa silicose passée, son abrutissement présent et ses maladies à venir.

Sans prise en compte de la nuisance pour ce qu'elle est (un dommage collatéral au capital s'étendant à tout ce qui vit), cette lutte ne pourra jamais aboutir à autre chose qu'à son échec. Pour sortir de son impasse actuelle, elle n'a plus d'autres choix que :

1. d'accepter les forages pour conserver le droit à la propriété et les hiérarchies sociales
2. ou, d'opposer un message et des pratiques d'émancipation envers le capitalisme et son système d'exploitation, ce qui affirmera l'illégitimité de la pratique économique nihiliste mise en procès ici.

Si elle est sincère et veut s'inscrire dans la durée, la lutte contre les forages d'ici comme d'ailleurs est donc forcée de se formuler révolutionnairement. Sans l'intention assumée d'abolir le capitalisme (vert, gris ou rouge!) à partir de l'abolition du prolétariat et de ce qui le définit par exclusion (la propriété privée, l'accès à la consommation), les classes en lutte ne pourront que choisir *leur* conservation et les besoins énergétiques du système qui *leur* assure cette conservation.

Chers amis des collectifs gaz de Schiste, ce n'est pas un choix idéologique que tout ceci. C'est bien plus simple ! Ce n'est que le choix à vouloir jouir de cet environnement que vous pourriez partager avec les prolétaires (soit : l'abolition du capitalisme qui morcelle le monde) ou le choix de vouloir préserver vos biens et droits contre ces mêmes prolétaires (soit : le monde découpé en parcelles dont l'exploitation capitaliste assure le droit à la propriété pour chacun-e).

La balle est dans votre camp. Que vous bottiez en touche ou non, comprenez que ce qui vous promet la mort et la misère, est précisément ce qui assassine par milliers tous les gueux d'un monde ruiné par la propriété privée et la démocratie.



*Rubrique d'un murmure mondial...*



## Anonymous : petit bilan de la journée du 5 novembre.

*Qu'est-ce donc que ce monsieur Anonymous qui avait appelé à la rébellion le 5 novembre dernier ? - C'est personne et tout le monde. « Vu le flop de la révolution tant attendue, c'est pas étonnant que ce ne soit personne » me direz-vous, mais l'affaire est plus compliquée... :*

*En 2006 apparaissent les premières références à « Anonymous ». Ce collectif dont personne et tout le monde peut faire partie, fut essentiellement un collectif de hackers politisés (pirates informatiques considérés par la suite et dans de nombreux pays comme des cyber-terroristes) employant tous le même pseudo sur les serveurs : « Anonymous ».*

*A la même époque sort en salle le film « V pour Vendetta » où le masque de « Guy Fawkes » revêtira une importance symbolique des plus élémentaires. Ce film devient la trame stratégique et l'idéologie politique d'« Anonymous » : « Le manifeste » de Marx peut aller se rhabiller.*

*Le sujet en est simple : le héros karatéka, habile aux armes blanches et plutôt doué en pyrotechnie se bat seul (comme tous les super-héros) contre un système totalitaire. Ce film fait clairement référence à la « conjuration des poudres » qui tenta d'organiser une révolte populaire en Angleterre en 1605. L'un des conspirateurs, Guy Fawkes, fut arrêté le 5 novembre 1605 dans les caves du Parlement de Londres alors qu'il allait mettre le feu à 670 kilos de poudre noire stockée dans la cave du bâtiment où Big-Ben donne encore l'heure de nos jours. Cette explosion aurait dû donner le signal de la rébellion. Il n'en fut rien. Le film reprend cette histoire. Dans le film, le héros arrive à faire péter le bâtiment à la fin, tandis que la foule masquée par le dorénavant célèbre masque de « Guy Fawkes », avance sur les bâtiments de l'exécutif anglais. Clap de fin du film, l'affaire est dans le sac et la révolution se révèle plus simple à réaliser que ce que beaucoup croyaient : « On s'appelle et on s'fait une p'tite révolution ? » se dirent plus d'un spectateur en sortant des salles de cinémas, ébahis devant l'évidente simplicité à faire la révolution.*

*La même année, les hackers d'Anonymous ont leur petit succès médiatique et reprennent la mythologie du film à leur compte. Très vite, Anonymous devient un mouvement politique dépassant très largement le monde des hackers. De nos jours, le mouvement Anonymous est une nébuleuse extrêmement confuse où des avis contradictoires s'ignorent mutuellement tout en lançant des appels à l'action politique. Largement discrédité en Europe continentale à force de mots d'ordre contradictoires et d'appels plus étranges les uns que les autres, ce mouvement rassemble dans une dynamique commune pas mal de personnes aux Amériques et en Grande-Bretagne.*

*L'appel à la rébellion générale pour le 5 novembre 2013 fut un appel unanime d'Anonymous, ce qui permis*

*d'écouler pas mal de ces masques fabriqués en Amérique du sud et en Chine (cf. « Marianne » le 04/07/2013). Ces masques furent vendus entre 6,50 euros 10 euros en Europe. J'en conclus que la révolution est un marché comme un autre.*

*Pour les déçus de la révolution du 5 novembre dernier : Faute de révolution après avoir acheter un masque sur internet, vous pouvez au moins être fier de votre contribution à l'économie mondiale. Bravo !*

*Quand à ceux dont les délais de livraison dépassèrent le 5 novembre, je serais vous, je demanderais à être remboursé.*

*Faisons pourtant un petit tour d'horizon des lieux où Anonymous a réussi à rassembler plus de 30 personnes...*

**ETATS-UNIS** - Ce petit tour d'horizon nous conduit donc très naturellement au pays où « Anonymous » à le plus d'écho : les Etats-Unis. Un rassemblement s'étant un peu trop approché de la Maison Blanche, dans le district fédéral de Washington, s'est vu opposé la force. C'est décidément pas du tout comme dans le film, où à la fin, les masses masquées sont si jolies que l'armée s'en retrouve vaincue par l'émotion et refuse de tirer sur la foule. Anonymous prie donc les forces armées de regarder le film pour se conformer au scénario...

**GRANDE-BRETAGNE** – Les manifestants britanniques, consternés de voir les forces armées de l'État ne pas suivre le scénario elles aussi, se sont même mis en colère ! Et des débordements mineurs se sont produits à Londres sous les slogans « I'm free » (voir vidéo youtube : « Parliament Square 1 »).

**AUSTRALIE** – Mais pour être honnête, il faut se rappeler que décalage horaire faisant, les manif's ont commencé à Melbourne. Le climat ayant forcé les manifestants à défiler en short (c'est l'été là-bas), un profond contraste s'est établi avec ceux qui voulait coller au plus près du scénario : ces derniers étaient vêtus comme pour un hiver londonien par 40° à l'ombre. Beaucoup d'entre eux sont tombés dans les pommes avant d'arriver à la première ligne de contact avec les flics. Les autres n'avaient que leurs tongs en mousse à jeter sur la police...

**ITALIE** – A Rome ou à Florence, la police est très satisfaite ! C'est la première manif relativement pénarde que connaît le pays depuis des mois !

**PHILIPPINES** – Les manifestants se prennent en photo devant des lignes de flics qui, visiblement, s'emmerdent fermement. Là bas, « Anonymous » prend une tournure anti-américaine...

**AFRIQUE DU SUD** – Au Square Nelson Mandela, une manifestation blanche en pays noir se déroule pacifiquement dans le square expiatoire envers l'apartheid. Les enfants portent des masques « V », les adultes réajustent leurs kéfiés. N'est pas rebelle qui veut !

**JAPON** – Au Japon, les « Anonymous » se sont lancés dans une campagne de nettoyage de la ville. Les révolutionnaires éco-responsables du Japon étaient masqués et munis de sacs plastique, et ont nettoyé les axes routiers du Capital. Nous ne sommes pas sûrs qu'ils aient vu le film...

**FRANCE** – A Paris aussi ils se sont rassemblés. Ils ont fait des photos et ont exprimé leur indignation devant le prix des masques. En fin de journée, pas mal des manifestants qui n'eurent ni l'idée ni l'envie d'appuyer les luttes lycéennes du jour, ont décidé de saisir « UFC-Que Choisir » pour tromperie sur le produit « révolutionnaire », car il n'y a pas eu de « révolution ».

**SUEDE** – Malgré le froid hivernal, les « Anonymous » se sont rassemblés pour faire péter leurs plombages en claquant des dents. Les masques ont limité les blessés en contenant les projectiles.

**REPUBLIQUE TCHEQUE** – A Prague, ils sont fauchés ! Quasiment aucun masque... Un collectif « Anonymous sans Frontière » semble vouloir faire un CD pour leur en payer : « So-So-So ! Solidarité ! »

**TURQUIE** – Là bas, ça cartonne ! En même temps, le pays est secoué par des émeutes depuis le printemps 2013, donc ils avaient de l'entraînement et quelque peu d'avance ! - Par contre, le 6 novembre, ils se rendent compte qu'ils sont un peu seuls au monde à faire la « révolution mondiale »... C'est bêta tout de même...

**FINLANDE** – Les manifestants sont moins d'une centaine. Petit pays, petites proportions. Mais tout va bien : « On les aura ! Morts aux veaux !!! »

**LIBAN** – A Beyrouth, « Anonymous » est sous kéfié et en djellaba... ça a de la gueule, mais ça passe relativement inaperçu au milieu du merdier auquel est confronté ce pays coincé entre la Palestine et la Syrie.

**BRESIL** – A Sao Paulo, les émeutiers aiment se déguiser. Chaque jour d'émeute à un thème. La prochaine émeute à thème remplacera « V pour Vendetta » par le « Lac des Cygnes ». Les black block annoncent qu'ils acceptent de porter des tutus, mais des tutus noirs, et non des tutus roses. Les trotskistes dénoncent une rupture dans la « ligne de classe » et menacent de manifester en string rouge et sans tutus ! Abominable menace enfrenant au moins 8 articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme...



**ARMENIE** – La grande surprise de ce 5 novembre, c'est à Erevan qu'elle se déroule ! Les rapports de force se matérialisant rarement dans ce pays et nous fûmes réellement surpris ! Les Anonymous arméniens ne semblent pas faire dans la nuance : c'est rien ou c'est tout. Ce 5 novembre, ils voulaient tout : ils ont vraiment cru que c'était aujourd'hui la révolution mondiale !

C'est avec des manches de pioche, des barres de fer, des incendiaires artisanaux et les masques relevés (car cette cochonnerie de masque, réduit quelque peu le champ de vision), que plusieurs centaines de manifestants ont marché sur le Palais Présidentiel. Camarades gauchistes, ne vous emballez pas pour autant...



L'appel d'Anonymous avait été repris, quelques semaines plus tôt, par le chef de l'opposition ultra-nationaliste, Harutyunyan, qui avait appelé à la réalisation d'une « révolution des valeurs ».

Dans une interview avec Kentron TV en Août dernier, Harutyunyan avait parlé des auteurs et personnages historiques qui avaient joué un rôle formateur dans le développement de ses idées. Njده , Napoléon , Hitler et Nietzsche font partie de ces personnages...

Ainsi donc, le seul pays au monde où l'appel d'Anonymous donne un temps soit peu de résultat, c'est là où les fascistes s'en servent. C'est aussi consternant que notre hexagonal « bonnet rouge ».

Ceci dit, nous espérons que ceci donnera des idées à l'extrême-droite française et à ses gros thons : si au moins **la** fasciste pouvait nous préserver de sa sale face de **blondasse** en passant un masque ! Mieux encore : que les fafs mettent des masques « Anonymous » ET des « bonnets rouges ». Au moins, là, on pourra se marrer en voyant leurs sales trognes !



## Chroniques d'un monde à l'agonie.

*Et c'est parti pour un petit tour du monde des guignoleries et des bastons !*

**CANADA : Du pétrole pour les riches, des flics pour les indiens** – Le 17 octobre dernier, les indiens mi'kmaq du Nouveau-Brunswick n'ayant nullement l'intention de céder leurs terres aux exploitants de pétrole et gaz de schiste s'étaient réunis pour manifester leur opposition. Cette nation indienne bien plus connue pour sa diplomatie pointilleuse<sup>1</sup> que pour son agressivité, s'en est pourtant pris plein la gueule. Notons qu'en face d'eux, il y avait des

flics, mais aussi la GRC, autrement dit : l'armée privée des exploitants. (voir la vidéo youtube : « RAW: Shale Gas Protesters clash with Rexton Police »)

La GRC suspectant une manifestation armée de ce peuple devenu obèse à force de Mac Do et d'alcool, s'est déployée comme pour une opération commando autour des flics et des manifestants. Mieux encore : des agents de la GRC bel et bien armés et prêts au combat, insultent les mi'kmaq qui sont en face d'eux. Le « *baise toujours les indigènes* » enregistré par une vidéo amateur présente sur place a fait le tour de l'Amérique du Nord, ce qui suscita de vives protestations aux seins des nations indiennes. Cette vidéo est disponible sur notre blog.

<sup>1</sup> Le nom de ce peuple de diplomates pointilleux donna d'ailleurs l'expression française « Qu'est-ce que c'est que ce micmac ? » lorsque cette nation était sous domination française au XVIIIe siècle. Ici encore, sans son passif colonial, qu'est-ce que la langue française serait pauvre !!!



Le message est clair : inutile de se déguiser en indien quand ils vont venir forer en Cévennes. Il va donc falloir revoir nos tactiques vestimentaires, chers amis hippies...

**FRANCE : Frigide Barjot expulsée** - Tandis que des bandes armées tatanent les indiens mi'kmaq du Canada, il se passe des choses tout aussi dramatiques en France ! Frigide Barjot, égérie des manifestations anti-pédés de cette année, s'est vue expulsée de son logement ! Encore une famille de cas sociaux jetée sur la pavé... Quel scandale !

Depuis 1984, elle et sa famille occupent un minuscule logement social de 173 m<sup>2</sup> du XVe arrondissement de Paris, juste en face de la Tour Eiffel. Quartier pourri (de fric) si il en est !  
« *Leur bailleur social leur reproche d'avoir utilisé ce logement « à des fins commerciales », par le biais de la société Jalons, et de l'avoir sous-loué à cette même société* » (cf ; « L'Humanité » du 30/10/2013). Il y en a marre de tous ces bolcheviques qui nuisent au libre exercice du petit commerce de petites gens qui ont du mal à s'en sortir et à se détendre en cassant du pédé !

**FRANCE : Pôle Emploi ta mère** – Pour lutter contre l'absentéisme avec les agents de probation du Pôle Emploi, un nouveau « *projet [de réglementation] prévoit de lister les motifs d'absence possibles [des inscrits au Pôle Emploi], avec le justificatif correspondant à présenter obligatoirement. Ainsi, la perte d'un proche devra être prouvée par un certificat de décès ; une panne de voiture ou d'ordinateur par une facture de réparation. Une douzaine de raisons et justifications possibles sont mentionnées noir sur blanc.* » (« Le Parisien » 06/11/2013). Comme pour les condamnés sous contrôle judiciaire, « *les conseillers garderont toutefois leur pouvoir d'appréciation, mais la sanction pourra être lourde en cas de non justification précise à une absence: deux mois de radiation, sans indemnités* » (idem). Ainsi, les chômeurs n'oublieront pas ce que c'est que d'avoir un petit chef sur le dos et seront aptes à aller se faire démonter le derrière par n'importe quel employeur... si ils en trouvent un, bien entendu.

Si avec une pareille mesure, le taux de chômage ne baisse pas, Hollande peut bien être pendu... Qui a une corde ?

**ETATS-UNIS : FBI ta mère** – Le journaliste Barrett Brown (pigiste pour Vanity Fair, The Guardian et The Huffington Post) arrêté au printemps dernier, va passer une année en préventive dans une prison fédérale américaine. Les 17 chefs d'inculpation que le FBI a mentionnés à son propos pourraient le conduire à être condamné à 105 années de prison. C'est pour de vrai, c'est pas pour déconner !

Le journaliste notoirement reconnu pour son travail d'investigation n'est pas coupable de viol, de meurtre ou de trafic de drogue, mais « d'entrave à la justice » et d'usage de carte de crédit volée – ce que son avocat conteste. Le garçon, pour son boulot, recueillait des preuves sur la firme de sécurité privée HBGary Federal, en contrat avec l'État fédéral. Il a d'ailleurs commencé à mettre à jour un vaste système de blanchiment d'argent public, via cette firme qui enfreint quotidiennement les droits fondamentaux des activistes, syndicalistes et militants divers des États-Unis d'Amérique.

Depuis ces premières révélations, lui et sa famille ont vécu un véritable calvaire (2011-2012) : harcèlement du FBI sur lui et ses proches, enquêtes de voisinage créant d'immondes rumeurs sur ses activités dans son quartier, perquisitions à son domicile et chez sa mère avec le GIGN local, etc.

Son procès ne commencera que le 28 avril 2014 et remet simplement en cause le droit à être critique envers une administration.

CNN a pris parti pour Barrett. Avoir un poids lourd comme la CNN avec soi peut aider, mais face à l'extension infinie et quasi-chirurgicale du contrôle et de la répression, la CNN avoue elle-même être prise dans une succession de contradictions et d'intimidations qui la paralyse (voir l'article publié sur le site de la CNN : « *American Journalist Facing Up To 105 Years In Prison* »). Ses confrères, ses amis et ses proches ont donc créé un site informatif et de soutien à Barrett que nous vous engageons à visiter : [freebarrettbrown.org](http://freebarrettbrown.org)

**RUSSIE : Le droit d'ouvrir sa gueule (en silence)** – Dans nos précédents numéros, nous avons relayé des informations sur les graves problèmes qui déchirent la Russie (racisme, homophobie, embastillement des opposants politiques, etc.). Toutefois, nous n'avions pas eu l'occasion de mettre en avant les faits de résistance des russes à leur propre gouvernement. Loin d'être partisans de l'indignation passive, du cynisme démissionnaire ou du culte pétitionnaire, nous tenions à nous rattraper dans ce numéro. Nous signalerons, au passage : que la baston contre l'Ordre est la seule disposition que La Gueule Ouverte est en mesure de saluer et d'apprécier.

Le 27 octobre à Moscou, entre 5 et 10.000 manifestants se sont retrouvés pour dénoncer les répressions et les

arrestations des activistes de greenpeace, des musiciennes des Pussy Riot et de bien d'autres groupes ou individus ayant eu le tort d'ouvrir leurs gueules. Au début interdite par les autorités, la manifestation fut finalement autorisée, mais les manifestants devaient accepter de passer sous des détecteurs de métaux (une trentaine de ses engins) et de se faire fouiller par les 3.000 militaires déployés pour l'occasion.

Encerclés par les 3.000 militaires chronométrant la durée du rassemblement, les manifestants durent se contenter de lancer des slogans, tel que : « *planter des arbres, pas des écologistes* », « *Notre choix, c'est la liberté ! Nous allons rendre le pouvoir au peuple* »...

Le 1er novembre, rebelote, mais des manifestations ont aussi lieu à Saint-Pétersbourg et à Novgorod. Cette fois-ci, les flics présents et la police militaire, ont des consignes d'évacuation que les partis d'opposition dénonceront comme des infractions policières aux droits fondamentaux que garantissent la Constitution. Rien n'y fait : les forces armées évacuent rapido les manifestants. Le droit constitutionnel : ils se le carrent !

A Saint-Pétersbourg, la zone du rassemblement s'était prémunie d'une agression policière en dressant des barricades. En conséquence, les arrestations et les violences furent réellement minimisées : les autorités durent négocier la dispersion et l'exfiltration des manifestants, là où ailleurs, elles n'eurent qu'à balancer ses gaz lacrymogènes, ses chiens policiers et ses casqués à matraques.

La quarantaine d'arrestations occasionnée pour les traditionnels « outrages et rébellions », alimentèrent la semaine suivante, d'autres manifestations dénonçant le fascisme du régime, comme les milices civiles et ses « ratonnades ».

Une vraie leçon de courage et de pragmatisme pour la France ! La France où les manifestants qui se comptent et dénoncent les casseurs sont d'ores et déjà parfaitement adaptés à un régime poutinesque. Un régime qui assure avec efficacité l'inutilité des rassemblements pacifiés aux prétentions « citoyennes et pacifistes ».

A bon entendeur : bonne nuit les petits !

Trois vidéos mises en ligne sur notre blog.

**POLOGNE : Émeutes fascistes à Varsovie** – Nous sommes le 11 novembre. Les chefs d'État s'astiquent le manche sur *leurs patries*. De pornographiques défilés militaires alimentent la frénésie masturbatoire des patriotes. Ce jour là, chaque claquement de botte raisonne comme une insulte à tous les pauvres gars morts dans les tranchées alliées ou allemandes. L'avenir fasciste de l'Europe se confirme.

En ce jour de fierté pathologique et nationale, les fascistes polonais ont décidé de mettre la main à la patte ! Varsovie a connu une chasse aux communistes et aux anarchistes ce jour là. Le squat de Syrena a été attaqué à coups de machettes et de barres de fer, par plusieurs centaines de miliciens fascistes qui défilaient en ville. Le squat politique où vivent aussi des familles, des vieux et des handicapés, a eu très chaud.

Ailleurs dans la ville, les miliciens attaquent d'autres squats, des personnes et des monuments. Les fascistes armés de cocktails Molotov ont réellement fait trembler la capitale polonaise ce 11 novembre.

Sauf une auto-défense des gens des quartiers où les plus importantes « maisons d'expulsés » (squats) sont situées, il est clair que cette journée aurait pu tourner au drame. « *Les maisons des familles expulsées, [où vivent] des personnes âgées, des personnes handicapées et tous ceux qui ne peuvent se permettre de payer un loyer* » (Correspondant « Revolution News » le 11/11/2013) sont des cibles privilégiées des importantes milices fascistes polonaises.

Muées par l'anti-communisme, l'antisémitisme, l'homophobie, la haine du prol, l'anti-slavisme et l'anti-anarchisme, nos milices attaquent des lieux de vie collectifs de plus en plus importants du fait de la crise qui frappe la Pologne (cf. La Gueule Ouverte n°2). Les occupations illégales des bâtiments de Varsovie (les squats) sont des entraves au « droit à la propriété ». Les milices fascistes ne font que servir le capitalisme en attaquant ces lieux pour en faire fuir les habitants.

En Pologne comme ailleurs : les milices fascistes sont les gardiennes para-légales des hiérarchies sociales et du capital. Ils se la pètent virils et rebelles avec leurs salut nazi et leurs fringues spécifiques, mais ce ne sont que les domestiques du régime actuel. Ce ne sont que des petites tafioles, des petites suceuses, des genoux calleux, des petites merdes impuissantes, des jésus-crie-toujours-plus-fort-oh-oui!-oh-oui !

**FRANCE : Méluch et les « bonnets rouges »** – Les fascistes français qui ont été siffler le président français lors du défilé du 11 novembre, rendent service (eux aussi) à l'Ordre en place !  
 La récupération politique des « bonnets rouges », auxquels les médias invitent l'extrême-droite pendant presque dix jours, porte enfin ses fruits le 11 novembre. Il était temps !  
 Les bourgeoises en manteau de fourrure et les skinheads coiffés de « bonnets rouges », ont carrément et formellement confirmé le ridicule de l'extrême droite française. Elle a aussi prouvé sa savante utilité dans la neutralisation des mouvements populaires autonomes, dès lors qu'elle en reprend les symboles.

Après ces images, les médias ont enfin LA preuve que les « bonnets rouges » sont des fascistes casseurs de pédé, des réactionnaires radins et pollueurs, et, des assistés sous subventions n'ayant aucun goût vestimentaire.

A partir du 11 novembre, plus d'un breton risque de ne plus porter de bonnet rouge : le symbole même de cette lutte est souillée, inutilisable.

\*

Avant d'en être arrivé là, nous avons tout entendu à propos des « bonnets rouges ». Du plus banal au plus grossier. Du plus métaphysique au plus mensonger. Rares sont les événements où la rumeur devient la vérité médiatique ; où le traitement de l'information se répand en images et colonnes toutes aussi pauvres en information brute, qu'elles sont riches en sentences et condamnations purement idéologiques.

Malgré ce lynchage médiatique et politique, certains militants présents à Quimper commencèrent à publier ce qu'ils ont vu et vécu. Philippe Poutou (Nouveau Parti-Anticapitaliste), fait publier un droit de réponse dans « Politis » où son parti (le NPA) est carrément accusé de fricoter avec l'extrême droite. Des syndicalistes et des associatifs témoignent sur les réseaux sociaux tout au long du mois. Les pigistes eux-mêmes commencèrent à balancer les « rushs », « oublis » et « ajouts », imposés par leurs rédactions, à propos de ce qu'ils avaient constaté à Quimper le 2 novembre. Rien n'y fit : le lynchage médiatique et politique bombarda les consciences toute une semaine.

Il faudra attendre le 9 novembre pour avoir un document de presse **publié**, un tant soit peu honnête sur le mouvement des « bonnets rouges ». Nous le devons à Rémy Noyon de « Rue89 ». Rémy enquêtera et en reprenant les descriptions brutes du correspondant médiapart de Quimper, il décrira le rassemblement de Quimper, comme un rassemblement où *« on y dénonce pêle-mêle, les taxes, l'État central, les licenciements. Le tout sous-tendu par une « colère identitaire confuse » noyée dans un fond musical éclectique : Renaud, Trust et la Blanche-Hermine. Seul réel point commun : la « fierté de se retrouver debout tous ensemble » »*.

Après Quimper, la DCRI (renseignement intérieur) révélera la présence de quelques membres de groupuscules d'extrême-droite assez variés, mais aussi la présence de membres de groupes clandestins indépendantistes bretons d'extrême-gauche. Ces derniers semblaient d'ailleurs être présents en une proportion largement plus importante que les premiers. Force Ouvrière et le Nouveau Parti Anticapitaliste, faisaient partie des rares organisations formellement identifiables, puisque officiellement présentes avec drapeaux et banderoles. Pourtant, Mélanchon résumera cette manifestation à *« quelques centaines de patrons et de militants du syndicat agricole FNSEA »* et le lendemain, tout le monde parle de la banderole de la FNSEA qui ne semble pas avoir existé à Quimper ce jour-là.

Quoi qu'il en soit, la DCRI notifie la dangerosité dudit mouvement, justement parce que constitué majoritairement de gens n'ayant ni attaches organisationnelles ni d'autres raisons de venir que le ras-le-bol. Ce mouvement est donc classé : « imprévisible et spontané ». Il est donc : « DANGEREUX »

Il est surprenant que les rapports de la DCRI aient eu moins d'impact sur les journalistes que ne les ont les harangues hystériques de Méluch... Même si Méluch l'Hypnotiseur n'a pas réussi à convaincre la presse que les 30.000 manifestants de Quimper n'étaient que *« quelques centaines »*.

\*

La destruction de l'image d'un mouvement populaire autonome par les partis et les institutions est chose facile à réaliser. Un mouvement autonome étant autonome, donc sans tête, il n'y a personne (ou beaucoup trop de monde) qui peut répondre aux contre-vérités et mensonges que les médias et les politiques peuvent projeter dessus. Ce fut donc une débauche de conneries qui s'est abattue sur ce mouvement :

**ECOTAXE :** Ce mouvement que les médias tentent aujourd'hui encore de limiter à un refus de payer l'écotaxe, voit toute sa composante sociale (licenciements de masse, misère galopante, question nationale bretonne, etc.) néantisée. Il n'ont même pas eu la décence de se pencher sur les arguments du « contre » où nous découvrons avec surprise qu'il y est dénoncé une hypocrisie écolo-gouvernementale, dans un pays qui demeure l'un des

territoires au monde où il y a le plus de centrales nucléaires, où les gouvernements successifs ont encouragé la diésélisation du parc automobile et où chaque secteur économique est subventionné.

Nous ajouterons à cette liste de l'hypocrisie gouvernementale, l'attitude ambiguë du gouvernement à l'égard du gaz de schiste.

L'écotaxe est majoritairement dénoncée non pas parce que c'est une nouvelle taxe, mais **aussi** parce que c'est un pansement sur une jambe de bois : une honteuse diversion devant le vrai drame économique, nucléaire et industriel qui se déroule quotidiennement sous nos yeux.

LA TRAHISON DE CLASSE : Force est de reconnaître la présence des ouvriers des abattoirs de Morlaix comme de nombreuses autres industries en passe de mettre le clef sous la porte avec la fin des subventions européennes à la production (sub néanmoins soutenues par la gauche et le Front de Gauche dans tous les secteurs). Décrits comme des égarés par Mélanchon, celui-ci déclarera après 20 années de cul posé sur les bancs satinés du sénat, qu'un bon salarié ne défile pas avec son patron et qu'il ne faut « *mélanger les torchons et les serviettes* ».

Le fait social et historique, veut que lorsque l'industrie principale d'une région s'effondre, les manifestations rassemblent patrons, ouvriers, artisans et commerçants de la région en passe d'être sinistrée. Nous avons connu la même chose en Cévennes dans les années 1980 quand les mines ont définitivement été fermées. Ce que Mélanchon reproche aux prolétaires du Finistère, c'est pourtant ce qui se passe partout où une population subit le même anéantissement de son économie.

Soulignons aussi les méthodes extrêmement douteuses des médias, comme celle des statistiques qui nous révèlent avec horreur que 80% des bretons ont « confiance en leur patron »... La statistique oublie de donner la moyenne nationale à ce même type de question. Au regard de cette moyenne nationale, nous découvrons que les bretons sont bien des français comme les autres.

En France, les salariés ont confiance en leurs patrons. C'est d'ailleurs pareil dans beaucoup de pays industrialisés. Si la confiance n'existait pas, la révolution serait déjà en cours ; ou bien, nous serions comme les bengalis ou les chinois : encadrés par des polices d'entreprises armées de bâtons électriques, histoire de nous convaincre d'avoir « confiance ».

ISOLER ET DISCREDITER LE MOUVEMENT : Au bout de deux jours, les médias traitaient le territoire breton comme s'il n'était plus en France. Assez rapidement, il ne s'agit plus d'agriculteurs ou d'ouvriers dans les médias, mais de « bretons ». « Bretons » des abattoirs subventionnés qui sont 30% à être analphabètes !

*Bretons qui traficotent avec leurs patrons. Bretons qui vivent grassement des subventions européennes. Bretons qui nous crachent à la gueule une particularité culturelle avec leurs drapeaux. Ce sont les bretons qui font chier : partout ailleurs, les gens sont ravis de leurs sorts !*

Qui peut gober ça ? - Tout le monde d'après ce que j'ai constaté autour de moi... Mais réfléchissez-y un peu.

S'ajoutera à tout ceci que les médias se sont rappelés que Le Pen était breton. Très vite ils en conclurent que la Bretagne était fasciste. Le mouvement des « Bonnets Rouges », parce que breton, ne pouvait donc être qu'un mouvement d'extrême droite.

La malhonnêteté de ce type de démonstration, mi-rhétorique mi-sophiste, est si grossière que j'en reste baba.

Je me contenterai donc de souligner que les origines bretonnes de Le Pen n'ont aucun rapport avec les orientations politiques de la région bretonne. Cette région est la région de métropole où l'extrême droite fait ses plus bas scores depuis 60 ans.

Par ailleurs, la Bretagne est la seule région de France métropolitaine qui a élu un député noir depuis la libération.

Dès lors, au lieu d'ouvrir sa grande gueule, Mélanchon ferait mieux de se questionner sur les 25% à 30% d'électeurs du Front National du bled où il se présente (dans le Nord Pas de Calais), au lieu de tenter de faire exister les 8 à 15% d'électeurs du Front National de Bretagne pour justifier sa policière condamnation.

EPILOGUE : Dans l'immédiate suite des émeutes de Quimper, un sondage annonçait que 55 à 60% des français comprenaient et soutenaient le ras-le-bol qui s'était exprimé à Quimper. Après le bourrage de crâne qui impliqua les « casseurs », les « identitaires » et toute la panoplie d'épouvantails médiatiques dont les médias disposent pour effrayer le veau-tard ordinaire, un nouveau sondage (le 08/11/2013) annonçait que 57% des français étaient **contre** ces bretons incendiaires, analphabètes, racistes et subventionnés.

A cette heure, il n'en demeure pas moins vrai que les entreprises ferment, que le chômage augmente, que la misère est galopante, que la rage monte... Avec ou sans « bonnet rouge », masque « anonymous » ou cagoule, le fait social de l'émeute va continuer à s'intensifier dans toute l'Europe. Le refus de crever avec l'économie se mue nécessairement en un désir de rupture avec cette économie qui nous entraîne toujours plus bas.

Ce n'est jamais une fraction idéologiquement définie qui stimule de telles émeutes. Ces émeutes sont le fruit de la seule classe qui est en mesure de les produire parce qu'elle n'a plus rien à perdre. Et il ne s'agit ni des patrons ni de Méluche !

L'idéologisation de ce conflit est artificielle. Cet artifice n'est qu'une arme promotionnelle des politiciens soucieux de maintenir dans leurs giron les contestations et les protestations. Manifestations qu'eux seuls sont sensés incarner et commander pour que nous les consommions en élection, comme Mélançon et sa « Révolution Fiscale » prévue dans les rues de Paris, le 1er décembre 2013...

Les leçons de morale et les « lignes de classe » ne sont ici que des moyens de maintenir l'Ordre. Avec Quimper, Mélançon ne s'avère être qu'un valet du capital travesti en « révolutionnaire ». Il donne des consignes de bonne sœur au prolétariat qui n'a que faire de ses hurlements de bourgeois républicain redécouvrant Lénine à l'occasion de sa crise de la cinquantaine.

\*

Le « bonnet rouge » n'est pourtant plus mettable. Les fascistes s'en sont emparés le 11 novembre à Paris. Le journal d'extrême droite « Minute » a même voulu en faire le cadeau de bienvenue à quiconque prendrait un abonnement (projet contrecarré par le fabricant qui refuse d'être associé à « Minute »).

Passons à autre chose, mais cette fois-ci : gardons un œil plus qu'attentif sur Méluche et ses prochains méfaits.

**INTERNET : Flicage à tout va !** – La NSA américaine nous écoute tous !!! (voit l'article du 28/09/2013 de « cnet » : « NSA maps some Americans' social connections, says report ») Si c'est pas de l'info de première main, je veux bien rendre ma carte Front de Gauche (sic et double sic) !

Toutefois, la NSA n'est pas le seul service de renseignement à tendre l'oreille. Marc Trévidic, magistrat spécialiste du terrorisme affirmait à « Rue89 », le 18 octobre 2013 qu'en « *France, on est quand même relativement performant, et on a pas mal de moyens. On surveille bien Internet. La nouvelle loi Loppsi 2 nous permet d'espionner les ordinateurs. Encore une fois, le problème se pose plutôt quand la personne surveillée n'a pas de contact. A partir du moment où les gens utilisent Internet pour des contacts opérationnels, on arrive généralement à les tracer.* »

Les gens qui avaient crié victoire après le retrait de l'article 13ter A (habitations durables) de la LOPPSI 2, peuvent aujourd'hui mesurer la bêtise de leur militantisme nombriliste, auto-suffisant et biodégradable...

**CORRE DU SUD : La tondeuse marxiste** – Les autorités coréennes viennent de décider la dissolution du parti marxiste sud-coréen. Des membres dudit parti se sont mis en grève de la faim, devant la Cour Constitutionnelle, après s'être rasés la tête en signe de protestation (cf vidéo youtube : « Constitutional Court readies for UPP dissolution case »)

Les flics de l'antiterrorisme en sont réduits à devoir passer le balai, comme de vulgaires garçons de salons de coiffure. La CIA aurait d'ailleurs recommandé à la sécurité intérieure Sud-Coréenne de fermer tous les salons de coiffure du pays, pour collusion avec l'ennemi communiste. On n'est jamais trop vigilant avec les communistes !

**EUROPE : Austérité à coups de matraque (1)** – Pour être compétitifs, ils sont prêts à nous passer des savons en pagaille ! Il faut réduire les coûts de la main d'œuvre et en plus, il faut faire payer à cette même main d'œuvre le coût de la restructuration de l'économie.

L'Europe entière est confrontée à des mesures d'austérité et de plus en plus de nations refusent de les supporter. Nous découvrons ainsi des pays tous neufs par leurs émeutes et refus. En septembre, le petit État de **Macédoine** voyait sa population se révolter dans sa capitale, Skopje.

D'autres pays, réputés calmes et sans cohues, recommencent à exister à travers leurs luttes sociales. Le **Portugal**, qui est bien plus réputé pour ses sardines que pour ses mouvements sociaux, a pourtant connu deux manifestations contre l'austérité, le 1er et le 8 novembre 2013.

Les mesures imposées à ce pays sont draconiennes : réduction des salaires, réduction des pensions de retraite, privatisation d'un nombre considérable de service publique.

En somme : l'addition est salée. Ce n'est pas moins de 78 milliards d'euros que le gouvernement portugais s'est engagé à rembourser en 2011, lorsque la Banque Centrale Européenne et le Fond Monétaire International lui ont fait l'aumône de cet emprunt.

Le budget 2014 doit donc répondre aux conditions fixées par les bailleurs internationaux en réduisant les frais publics, tout en encourageant les investisseurs. L'encouragement des investisseurs ne repose, au Portugal comme ailleurs, que sur la défiscalisation des capitaux et investissements, et, la réduction des coûts du travail. Pour que les frais courants de l'État et ses remboursements soient payés, la charge du coût public est supporté par tous ceux et toutes celles qui n'ont rien à investir : n'ont pas de capitaux. C'est donc le prolétariat qui doit mettre la main à la poche pour financer l'État, car si les capitalistes (= les investisseurs) sont menacés de payer : ils se barrent ailleurs.

Non seulement ce sont les petites gens qui doivent supporter la charge fiscale de l'État, mais en plus, les prestations desquelles les petites gens bénéficiaient, disparaissent les unes après les autres. L'État portugais doit faire des économies. Histoire de compléter le tableau, les revenus sont réduits avant paiement des taxes et impôts. Taxes et impôts qui, naturellement, augmentent. L'enjeu demeurant la restauration de la confiance des investisseurs, les salaires sont réduits pour que le pays soit compétitif.

Les portugais demandent la démission de leur gouvernement. Mais est-ce qu'un changement de gouvernement pourra changer quoi que ce soit ? - Non.

L'**Irlande** est confrontée au même phénomène. Le 15 octobre, ce sont entre 15 et 20.000 personnes qui ont manifesté contre le budget 2014 de l'île.

Les irlandais comme les portugais investissent une responsabilité en leurs autorités nationales. Autorités qui ne sont que les gestionnaires locaux de la restructuration mondiale de l'économie. Les États n'ont plus aucun pouvoir réel (et n'en auront plus dans l'avenir), si ce n'est le pouvoir d'imposer localement les règles du Nouvel Ordre Mondial, à grand coups de matraque dans la gueule lorsque les populations refusent de s'y plier.

En **Grèce** où ce phénomène connaît un développement bien plus avancé, les populations tendent sans cesse à toujours plus d'auto-organisation pour vivre, manger, se loger, se défendre ou travailler. L'autoritarisme croissant de l'État Grec n'y pourra rien, puisqu'il s'agit pour les populations de satisfaire à leurs besoins plutôt que de se laisser crever. Ceci ne réduira en rien la volonté de nuisance des autorités publiques à l'encontre des populations. Populations que les États européens veulent forcer à la résignation devant la précarité croissante de leurs conditions.

La télévision publique grecque ayant été liquidée et ses 2.600 salariés licenciés du jour au lendemain, en juin 2013, des travailleurs de l'audiovisuel grec avaient occupé les studios et relais de transmission. Ces occupations n'étaient nullement passives, puisque les occupants continuèrent à émettre clandestinement. Ces émissions clandestines bien que connues et formellement assumées, ont duré jusqu'au 6 novembre 2013, avec une liberté de ton et de traitement de l'information qui avait tout pour nous réjouir.

Le 6 novembre, la police anti-émeute a pris d'assaut les studios et embarqué la cinquantaine d'occupants présents à ce moment là. Très rapidement, environ 200 personnes ayant assisté à l'assaut en direct, se sont rassemblées à l'extérieur des bâtiments avant de se faire brutalement disperser par la police.

Le cas de la télévision grecque n'est pas un cas isolé. Non loin de Thessalonique, les travailleurs de Vio.Me ont occupé leur usine et ont repris la production à leur compte, il y a quelques semaines de cela. Face aux fermetures des unités publiques de soins (budget de la santé réduit de 50% en 2013), des centres de soins autonomes fleurissent un peu partout dans le pays avec des médecins et des infirmier-e-s bénévoles. La faim pousse sans cesse à la création de nouvelles cantines publiques et gratuites, ou à prix libre.

La préoccupation immédiate est la survie, pas une révolution. Toutefois, les révolutions sont toujours le résultat d'une généralisation de l'auto-organisation des populations. Auto-organisation qui intervient précisément là où les autorités sont défailtantes faute de moyens.

Les autorités ne peuvent répondre à cette organisation de la survie, que par une répression qui n'a d'autres buts que de rappeler le sacro-saint commandement du Capital : « **le droit et la défense de la propriété privée et le châtiement envers le crime de la gratuité** ». Ici encore, il s'agit de rassurer les « investisseurs » et de rendre le prolétariat « compétitif ». Il ne peut donc être tolérable pour un État que les gens s'organisent entre eux et gratuitement, car sans cela, les investisseurs risquent de ne plus rien posséder et vendre.

En définitive, la « révolution » est une idée pour ceux qui ne la feront jamais, mais elle est un fait historiquement présent, même si il est inconscient, pour ceux qui la produisent.

**BULGARIE : Austérité à coups de matraque (2)** – Seuls les adolescents et les benêts croient que la « révolution » est un moment T avec son spectacle de barricades et ses héroïques combats pour un monde meilleur. En réalité, une révolution n'a jamais été autre chose qu'une période (parfois longue) où la communauté humaine dépasse le régime antérieur pour satisfaire aux besoins que le régime n'est plus en mesure d'assumer.

Les affrontements, émeutes et barricades ne sont jamais que des réactions défensives de la population lorsque le régime s'effondrant tente de reprendre la main. Dans la période actuelle, les affrontements et barricades



apparaissent parce que les régimes se refusent à passer la main, alors que les États n'ont plus ni crédibilité ni de légitimité auprès de leurs administrés. Les régimes mondiaux actuels ne peuvent plus assurer que le maintien de l'Ordre. Tous les services publics, devenus trop coûteux, sont en cours de privatisation. Les États n'ont plus les moyens de justifier leur existence auprès des peuples, par des prestations bénéficiant au plus grand nombre.

La Bulgarie illustre parfaitement ce phénomène. Cela fait bientôt 10 mois que la capitale, Sofia, vit au rythme des manifestations et affrontements. Le mardi 12 novembre, par exemple, plusieurs centaines d'étudiants manifestaient contre la corruption et le désengagement budgétaire de l'État en de nombreux domaines, hormis celui des forces répressives, bien entendu !. Sans partis ni syndicats, les manifestants « *entouraient le Parlement en proclamant leur intention d'empêcher les députés de sortir du bâtiment.* » (cf. « Le Soir » 12/09/2013). Intentionnellement ou non, c'est bel et bien la faillite de tout un système qui est ici pointé du doigt.

Déjà, le dimanche 10 novembre, Al-Jazeera publiait un article (« Bulgarians protest against government policy ») sur son site internet et où il était question de « *4.000 manifestants s'étant rassemblés devant les bâtiments du gouvernement dans le centre de la capitale, [...] pour dénoncer l'instabilité du pays, sa pauvreté et sa gouvernance, exactement 24 ans après la fin du régime communiste.* ». Le slogan le plus repris ce jour-là était sans équivoque : « *24 ans d'imposture démocratique, c'est assez !* ».

Les étudiants que nous retrouverons lors de la manifestation du 12 novembre, déclaraient déjà ce 10 novembre : « *Nous protestons contre la pauvreté et le chômage. [...] Nous protestons car nous sommes des mendiants ayant une éducation supérieure* » (cf ; Article pré-cité d'Al-Jazeera).

La police bulgare déjà humiliée à plusieurs occasions (voir La Gueule Ouverte n°3) devient de plus en plus hargneuse. Le 12 novembre, les rues de Sofia se sont enflammées lorsque les flics voulurent s'interposer entre les manifestants et les parlementaires. A l'heure actuelle, il est fait mention de plusieurs dizaines d'interpellations et de nombreux cas de tabassage dans les rues et sur les places.

La Bulgarie suit les pas de la Grèce. Il est fortement envisageable que d'ici quelques années ou mois, ces situations se généralisent à toute l'Union Européenne.

**MOYEN-ORIENT & AMERIQUE LATINE : Austérité à coups de matraque (3)** – Ceci étant dit, le Bahreïn et l'Amérique latine ne sont pas en reste. Les mouvements décrits dans ces régions, dans notre précédent numéro (n°3), s'intensifient et contaminent les pays voisins tout au long du mois de Novembre. Ce mois-ci, l'Amérique latine a connu d'importantes émeutes dans quasiment tous les territoires continentaux qui la constituent. Les émeutes aux Bahreïn ne faiblissent pas non plus et se sont communiquées aux immigrants éthiopiens d'Arabie Saoudite comme aux minorités non-sunnites du Pakistan.

En Amérique latine, les points de contestations les plus fréquents sont le coût des services (transports, éducation et santé), la misère et sa gestion par la police, et, les négociations patronales sur les salaires pour que ceux-ci baissent et rendent l'Amérique latine encore plus compétitive. N'oublions pas non plus les indiens et les « marrons<sup>2</sup> » que les armées, les flics et les milices privées vont virer de leurs terres pour en exploiter le sous-sol. C'est la crise, il faut se faire des liquidités !

Partout dans le sous-continent, l'auto-défense des classes en lutte est très rapidement devenue l'une des priorités de ces mouvements sociaux. Les attaques de commissariats et de tribunaux par la foule se multiplient. Le monde est au bord de la rupture là bas comme ici... même si ici les lignes d'affrontements ne sont pas encore formellement dessinées. Mais nous savons tous que ça vient. Nous le sentons tous.

**INDONESIE – BANGLADESH - CAMBODGE : L'Europe condamnée au nudisme ?** – Les ouvriers du textile du **Bangladesh** sont encore et toujours en grève ! Les affrontements sont réguliers, violents et de plus en plus souvent : mortels.

Les ouvriers du textile de Phnom Penh (**Cambodge**) se sont ralliés au mouvement des « expulsés » dont nous faisons mention dans notre précédent numéro. Des affrontements avec la police firent rage dans la capitale khmère pendant deux jours (les 11 et 12 novembre derniers). Les émeutes se multiplient et sont de plus en plus fréquentes au Cambodge. Depuis l'émeute du 3 juin à Phnom Penh, nous en sommes déjà à 5 émeutes pour la seule capitale cambodgienne en 6 mois.

Lorsque les ouvriers **indonésiens** se mettent, eux aussi, à refuser de bosser, les européens que nous sommes ne peuvent comprendre la situation asiatique que comme une condamnation au nudisme. Plus personne ne tisse nos fringues, donc : plus de fringues !

Le 31 octobre 2013, 50.000 travailleurs indonésiens se sont rassemblés dans et autour de la capitale pour réclamer une meilleure protection sociale, ainsi que des hausses de 50% des salaires.

L'année dernière, les syndicats avaient déjà contraint le gouvernement à hausser le salaire minimum à 200

2 Marrons : Communautés afro-américaines s'étant enfuis dans les montagnes, forêts et marécages à l'époque de l'esclavage.

euros. Les organisations patronales s'en étaient plaintes et soulignaient que ces hausses de salaire ne pouvaient qu'accélérer le déclin de la compétitivité de l'Asie du sud-est. Le gouvernement avait donc revu ces hausses à la baisse.

Parallèlement et en réponse à l'annonce des hausses de salaire, le prix des denrées et autres biens ont littéralement explosé. Ceci confirme ce que nous savions déjà : toute hausse de salaire est toujours compensée sur le coût de la vie. Donc, ça râle ! Ça râle ! Et ça râle !

Non mais dites donc ! Il manquerait plus que « H&M » voit ses marges de 20.000% réduites, licencie nos vendeuses en fringues bien de chez nous et que le prix des petites culottes explosent à la caisse ! Ce tiers de l'humanité qu'est l'Asie du sud-est, voudrait-il nous voir réduits à la même misère que lui en obtenant des droits ?

Ah mais non ! La France s'est pas faite chier à se doter de la bombe atomique pour qu'une saloperie de pays émergent vienne nous foutre à poil ! D'ailleurs, si nous n'avions pas autant besoin d'eux, qu'eux n'ont pas du tout besoin de nous, on devrait les bombarder... sauf que nous avons **vraiment** besoin de leurs bras si peu chers, à moins qu'à notre tour, nous devenions compétitifs. Les ouvriers français doivent donc accepter un salaire de 200 euros... Et encore : les capitalistes font effort, là !

Voir le reportage d'euronews : « Indonesian workers stage national strike for higher wages »

**ITALIE : Ras l'bonbon !** – L'Italie se frappe elle aussi d'une succession de mesures d'austérité. La misère étant ce qu'elle est dans notre monde tel qu'il est : les expulsions vont bon train, et de plus en plus de personnes se retrouvent à la rue. Le 31 octobre 2013, un rassemblement du mouvement «Pour le logement » avait lieu à Rome pour exiger des autorités qu'elles cessent les expulsions et utilisent davantage de fonds publics pour aider les personnes sans abris ou ceux qui ne peuvent plus payer leurs loyers.

Le cortège ayant tenté de prendre d'assaut l'hôtel de ville où étaient réunis des politiciens qui discutaient d'un plan d'urgence pour faire face au manque de logements, a été sévèrement réprimé par les « carabiniers » (= gardes mobiles). S'en est suivi une nuit d'affrontement où bâtons et cocktails molotov furent d'un grand secours.

Il faut dire que le climat est un tant soit peu tendu avec la crise et les mesures d'austérité. Entre autres entreprises, la compagnie aérienne Alitalia, annonçait que « 2.000 suppressions d'emplois seraient envisagées ainsi que des baisses de salaire. » (euronews du 13/11/2013). Il faut être compétitif, en Italie aussi... surtout quand c'est Air France qui rachète la boîte !

A Bologne, le 15 novembre, d'importants affrontements ont éclaté entre la police et des manifestants qui dénonçaient « *les nouvelles mesures d'austérité, inscrites dans le projet de budget 2014* » (euronews du 15/11/2013). De nombreuses autres villes (Turin, Rome, etc) où les étudiants appelaient à manifester, furent exposés aux mêmes scènes de violence répressive.

Le 17 novembre, c'est à Naples que ça défile ! « *La mafia napolitaine, aurait enfoui illégalement 10 millions de tonnes de déchets industriels nocifs ces 20 dernières années (d'après l'association Legambiente)* » (euronews du 17/11/2013). Bah oui : le capitalisme ça pollue et comme il est de bon ton d'être écolo dans sa législation, les investisseurs confient leurs déchets à cette si pratique institution qu'est la Mafia.

La complicité de tous les pouvoirs est en cause ici. La nature des pouvoirs publics et financiers y est clairement exposée comme meurtrière : « *les manifestants ont brandi des photos de leurs proches décédés d'un cancer* » (euronews du 17/11/2013). Tout est dit : le capitalisme veut nous faire crever.

Hollande en visite à Rome le 20 novembre s'est vu offrir une manifestation qui tourna, elle aussi, à l'affrontement. Les présidences françaises et italiennes, depuis le lancement, en 2001, du projet de liaison TGV Lyon-Turin (le TAV) qui saccagerait le Val de Suza, ont quelques difficultés à faire admettre l'intérêt économique et l'augmentation de la compétitivité pour les deux pays, si une telle ligne était ouverte.

Cette attitude des opposants au TAV est incompréhensible. Il ne s'agit jamais que de défendre un régime dont les exigences à la compétitivité foutent les gens à la rue, licencient à la pelle, réduisent les salaires, nous ruine la santé, nous assassine, nous appauvrit et nous bousille notre environnement. Rien d'alarmant en somme !

**FRANCE : Purée de PAC-Man** – Jeudi 21 novembre 2013, « *plusieurs centaines d'agriculteurs ont bloqué ce jeudi matin des routes d'accès à Paris* » (Euronews du 21/11/2013) pour protester contre « *une réorientation des aides européennes en faveur de l'élevage au détriment des producteurs de céréales* » (idem).

« *Deux accidents de la circulation, dont un mortel, se sont produits en marge de cette mobilisation des agriculteurs* » (idem). Les rencontres entre les appauvris des milieux ruraux (bloquant les routes) et les appauvris des milieux urbains (en retard pour aller bosser en voiture) sont bien souvent sanglantes...

## On se laisse pas faire (1/2) !

### Le 26 octobre 2013 :

- Affrontements entre la police et la population à Ankara (Turquie)

- Émeute à Pont-de-Buis contre les taxes et les impôts (France)

- Émeute nocturne à Vénissieux (France)

### Le 27 octobre 2013 :

- Affrontements entre l'armée d'occupation et la population à Ya'bad (Palestine)

- Échauffourées à Rodilhan (France) à l'occasion d'une manifestation anti-corrida.

### Le 28 octobre 2013 :

- Importants affrontements à Ankara (Turquie) entre des activistes et la police, à l'occasion du procès d'un policier accusé d'assassinat lors des émeutes du printemps dernier.

- Affrontements à Lima (Pérou) à l'issue d'une manifestation anti-corrida.

- Violents affrontements entre la police et les ouvriers du textile en grève à Meherpur, Chandpur et Dhaka (Bangladesh)

- Deuxième jour d'émeute à Capilla del Monte (Argentine) à la suite du meurtre d'un jeune manifestant par la police

- Deuxième jour d'émeute à Sao-Paulo (Brésil) à la suite du meurtre d'un jeune manifestant par la Police Militaire.

### Le 29 octobre 2013 :

- Émeute paysanne à Tavapy (Paraguay)

- Affrontements entre la population civile et les forces d'occupation à Jénine (Palestine)

- Affrontements nocturnes entre des habitants et la police à Vénissieux (France).

### Le 30 octobre 2013 :

- Émeute ouvrière contre la délocalisation d'une tannerie à Buenos Aires (Argentine)

- Affrontements entre les étudiants et la police à Bogota (Colombie)

- Émeutes dans les bidonvilles du Cap (Afrique du Sud) et pillage du centre-ville.

- Attaque du commissariat José León Suarez de Buenos Aires (Argentine) par des manifestants, après le meurtre de l'un d'entre eux par la police.

### Le 31 octobre 2013 :

- Affrontements entre manifestants anti-gouvernementaux et la police à Rome (Italie)

- Affrontements entre la population civile et les forces d'occupation à Qabatiya (Palestine)

### 1er novembre 2013 :

- Affrontements à Sofia (Bulgarie) à l'occasion des manifestations anti-gouvernementales.

- Deuxième jour d'émeutes anti-gouvernementales à Loreto (Pérou)

- Affrontements à Sao Paulo (Brésil) à l'occasion des manifestations anti-gouvernementales.

### Le 2 novembre 2013 :

- Affrontements entre la population et l'armée d'occupation à Shu'fat (Palestine)

- Affrontements avec la police à Quimper (France) où le mouvement d'opposition à l'écotaxe s'élargit aux questions sociales (l'emploi/chômage)et témoignent d'un ras-le-bol général.

### Le 3 novembre 2013 :

- Émeute et attaque de la mairie incendiée pour l'occasion à Huehuetoca (Mexique).

- Sabotages et destructions en série de plusieurs portiques de l'écotaxe sur les voies rapides de Bretagne (France).

### Le 4 novembre 2013 :

- Attaque de la sous-préfecture de Morlaix (France) par les ouvriers licenciés des abattoirs.

- Émeutes à Santa Catalina (Uruguay) après la mort de deux jeunes.

- Affrontements entre la police et les ouvriers du textile à Dhaka (Bangladesh).

### Le 5 novembre 2013 :

- Affrontements avec la police lors de la commémoration de l'assassinat de Pablo Vergara et Araceli Romo à Villa Francia (Chili)

- Émeute à Santa Catelina (Uruguay) après la mort de deux jeunes

- Affrontements à Shaoguan, Renhua, et Guangdong (Chine) entre manifestants ne supportant plus la pollution de la région, et la police.

- Échauffourées à Londres (Grande-Bretagne) dans le cadre de la journée d'action mondiale Anonymous.

- Affrontements à Erevan (Arménie) entre des manifestants répondant à l'appel d'Anonymous et la police.

- Affrontements à Munshiganj, Chittagong, Comilla, Thakurgaon, Chandpur, Bogra et Gazipur (Bangladesh) entre la police et les ouvriers du textile en grève.

### Le 6 novembre 2013 :

- Affrontements à Santiago (Chili). Grève des employés municipaux.

- Émeute à Puerto de la Libertad (Salvador) contre la hausse du prix des transports.

- Affrontements entre les étudiants anti-gouvernementaux et la police à Ankara (Turquie)

### Le 7 novembre 2013 :

- Évacuation du siège de la télévision publique grecque occupé par les journalistes s'opposant à la fermeture voulue par le plan de rigueur

- Affrontements entre manifestants anti-gouvernementaux et la police à Port-au-Prince (Haïti)

- Affrontements entre des manifestants kurdes anti-gouvernementaux et la police à Yuksekova (Kurdistan turque).

- Sabotage contre l'écotaxe dans le sud-ouest de la France, à Castillonès.

### Le 8 novembre 2013 :

- Affrontements à Hébron (Palestine) entre force d'occupation et la population.

- Affrontements à Suez et au Caire (Égypte) entre islamo-fascistes pro-Morsi et révolutionnaires laïcs.

### Le 9 novembre 2013 :

- Borne écotaxe incendiée à Auberives-sur-Varèze, non loin de Grenoble (France)

- Borne écotaxe incendiée à Saint-Gilles, non loin de Nîmes (France)

- Affrontements entre Gendarmes Mobiles et manifestants à Jugon-les-Lacs (France) lors d'une action contre les radars et l'écotaxe.

- Affrontements à Dhaka (Bengladesh) entre ouvriers du textile en grève et la police.

- Affrontement à Manfuhah (Arabie Saoudite) entre les travailleurs immigrés éthiopiens et la police.

### Le 10 novembre 2013 :

- Affrontements entre la gendarmerie et la population à Aïn El Malha (Algérie)

- Affrontements et incendie du tribunal à Pucalá (Pérou) dans le cadre des luttes paysannes liées à l'industrie sucrière.

- Blocage de route et affrontement à Hadjout (Algérie) entre la population et la gendarmerie, à propos des aménagements urbains.

- Affrontements à Chittagong, Brahmanbaria, Kishoreganj, Satkhira, Rajshahi, Bogra, Jhenidah, Comilla et Dhaka (Bangladesh). Grèves du textile.

- Campagne de sabotage en Bretagne (France), avec un 44e radar de vitesse incendié depuis le 1er novembre

### Le 11 novembre 2013 (1/2) :

- Émeute de l'électricité à Conakry (Guinée).

- Affrontements et émeute à l'occasion des protestations contre le prix des transports à Santa Rosa (Guatemala)

- Émeute des ouvriers du textile à Phnom Penh (Cambodge)

## On se laisse pas faire (2/2) !

### Le 11 novembre 2/2) :

- Émeute ouvrière à la suite de l'assassinat de deux grévistes à Dhaka (Bangladesh)

### Le 12 novembre 2013 :

- Émeute des ouvriers du textile Ashulia (Bangladesh)
- Émeute populaire et pillages à Upata (Venezuela)
- Émeutes des étudiants contre l'austérité et la corruption à Sofia (Bulgarie)
- Deuxième jour d'émeute à Phnom Penh (Cambodge)
- Constat d'une série de sabotage de radars de vitesse dans l'Isère (France).

### Le 13 novembre 2013 :

- Affrontements à Chacarita (Argentine) au cours d'une expulsion.
- Sabotage d'un radar à Rouffach, en Alsace (France).
- Nombreuses émeutes suivies de pillages à travers toutes les îles Philippines, à la suite du passage d'un typhon.

### Le 14 novembre 2013 :

- Échauffourées à Nantes (France) entre les lycéens manifestant contre les expulsions et la police.
- Deuxième journée d'affrontements consécutive à Riyad (Arabie Saoudite) occasionnés par des milliers d'expulsions de travailleurs éthiopiens.
- Affrontements à Bangui (Centrafrique) entre la population civile et des milices rivales se battant elles aussi entre elles.
- Troisième journée d'émeutes consécutive à Ashulia (Bangladesh). Grève des ouvriers du textile.

### Le 15 novembre 2013 :

- Émeute anti-gouvernementales à Nuwaidrat (Bahreïn) à l'occasion de l'Ashura (fête chiite commémorant l'insoumission des fils de Ali au Khalife Omeyyade de Damas).
- Émeute meurtrière contre les islamofascistes et le gouvernement à Rawalpindi (Pakistan) à l'occasion de l'Ashura (fête chiite commémorant l'insoumission des fils de Ali au Khalife Omeyyade de Damas).
- Nombreux affrontements lors des manifestations contre l'austérité à Bologne, Turin, Rome, Palerme et Naples (Italie)
- Affrontements meurtriers à Alexandrie (Égypte) entre des groupes civils d'auto-défense et des islamofascistes.

### Le 16 novembre 2013 :

- Attaque d'un commissariat à Serikbuya (Chine) par la population.

### Le 17 novembre 2013 :

- Affrontements à Athènes (Grèce) lors de la commémoration du soulèvement de 1973 contre la « Dictature des généraux ».
- Affrontements dans le gouvernorat de Gharbiya (Égypte) entre ouvriers du textile en grève et la police.
- Émeute à Jérusalem (Palestine) après une arrestation par les forces d'occupation.
- Deuxième nuit d'émeutes à Riyadh (Arabie Saoudite) occasionnées par les rafles et les expulsions de travailleurs immigrés éthiopiens.
- Attaque du poste de police d'Ariana (Tunisie) par la population qui s'opposait à l'arrestation d'un homme.

### Le 18 novembre 2013 :

- Affrontements avec la police à Port-au-Prince (Haïti) à l'occasion d'une manifestation anti-gouvernementale.
- Affrontements à Naplouse (Palestine) entre la population et les forces d'occupation.
- Émeute ouvrière à Ashulia (Bangladesh). Conflit du textile.

### Le 19 novembre 2013 :

- Affrontements entre organisations étudiantes à l'Universidad Mayor de San Simon de Cochabamba (Bolivie).
- Émeute de l'électricité à Fria (Guinée Conakri)
- Troisième jour d'émeutes anti-gouvernementales des étudiants de l'université de Balqaa (Jordanie).
- Émeute et pillage à Mpiliseng (bidonville de Johannesburg – Afrique du Sud).
- Affrontements à Santa Marta (Colombie) entre la police et les moto-taxis.
- Affrontements entre laïcs et islamofascistes à l'occasion de la commémoration des batailles de rue ayant précédé la chute de Moubarak au Caire (Égypte).

### Le 20 novembre 2013 :

- Affrontement à Buritica (Colombie) entre les autorités et les paysans à qui il est interdit d'exploiter leurs mines.
- Affrontement à Santiago (Chili) entre les étudiants et la police.
- Affrontements avec la police lors d'une manifestation contre la corruption à Sofia (Bulgarie).
- Affrontements à Rome (Italie) entre les opposants au TAV (ligne TGV) et la police.
- Un père de famille demandant un logement social s'est immolé à Boumerdès (Algérie), faute de réponse des autorités.

### Le 21 novembre 2013 :

- Saccage des bureaux et émeutes des étudiants au Sénégal.
- Affrontements avec la police à Istanbul (Turquie) à l'occasion d'une manifestation lors d'un procès

### Le 22 novembre 2013 :

- Intensification des affrontements entre les révolutionnaires laïcs et les islamofascistes, à travers toute l'Égypte. A Suez, un garçon de 10 ans est mort d'une balle perdue, un jeune homme de 21 ans a été abattu au Caire et il est dénombré 14 blessés pour cette seule journée.
- Affrontements à Buritica (Colombie) entre les paysans et les autorités.

### Le 23 novembre 2013 :

- Affrontements nocturnes entre la police et les opposants à de nouveaux accords économiques et politiques avec la Russie, à Kiev (Ukraine).
- Pillage à Bariloche (Argentine)

### Le 24 novembre 2013 :

- Affrontements entre les forces d'occupation et les bédouins Al-Araqib (Palestine)
- Émeute des ouvriers du textile à Savar (Bangladesh)
- Affrontements entre castes à Kariyapmatti (Inde)
- Deuxième journée d'affrontements entre la police et les opposants à de nouveaux accords économiques et politiques avec la Russie, à Kiev (Ukraine).

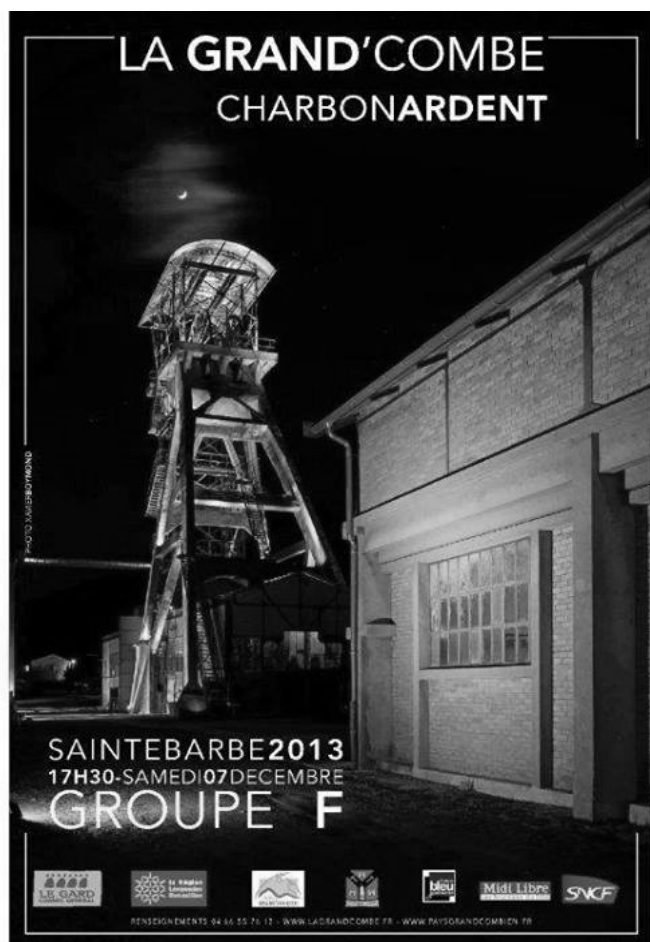
### Le 26 novembre 2013 :

- Émeute à Rejang Lebong (Indonésie) après la mort de deux voleurs.
- Affrontements au passage de la frontière de Tijuana (Mexique) entre immigrés sud-américain et les polices aux frontières.
- Affrontements entre étudiants et police à Cali (Colombie).
- Affrontement entre étudiants et police à Tegucigalpa (Honduras)
- Blocage des « mal-logés » et affrontement avec la police, à Barbosa (Colombie)

### Le 27 novembre 2013 :

- Dans le cadre grave conflit du textile, deuxième jour d'événements anti-démocratiques à Dhaka, Kaliganj, Sirajganj, Chittagong et Khulna (Bangladesh).
- Émeutes et pillages de supermarchés à Villa Gobernador Gálvez et Rosario (Argentine).
- Affrontements entre les populations civiles et l'armée d'occupation à Tulkarem (Palestine)
- Affrontements à Gafsa et Siliana (Tunisie) lors des grèves ouvrières.





**Les 28 & 29 décembre : Ciné-club** de La Rétive - Cycle western. « El Dorado », de Howard Hawks + « El Chunchu » de Damiano Damian + « Il était une fois dans l'Ouest », de Sergio Leone + « L'Homme qui tua Liberty Valance », de John Ford. A 20h.  
LA RETIVE, 42 rue du faubourg d'Auvergne, à Alès.

Découvrez le site internet de  
LA GUEULE OUVERTE :

<http://lagueuleouverteredac.wix.com/lagueuleouverte>

**ENVOYEZ NOUS VOS DATES  
ET/OU AFFICHES AU FORMAT .JPG  
AVANT LE 25 DU MOIS PRECEDENT A :  
[lagueuleouverte.redac@gmail.com](mailto:lagueuleouverte.redac@gmail.com)**

## Calendrier décembre 2013

*De quoi s'occuper, se distraire, se cultiver et se rencontrer...*

**Le 6 décembre : Ciné-club** de La Rétive à partir de 19h, avec une auberge espagnole. Projection de « René Bousquet ou le Grand Arrangement » de L. Heynemann à partir de 20h. Gratuit / Prix libre.

LA RETIVE, 42 rue du faubourg d'Auvergne, à Alès.

**Le 7 décembre : Concert** à l'Antirouille de Montpellier  
L'ANTIROUILLE, 12 rue Anatole France, à Montpellier.

**Le 7 décembre : Batucada** avec Ajaïo dans les rues de la Grand'Combe à partir de 17h, dans le cadre de la fête **Charbon Ardent**. Les festivités de la Grand'Combe commenceront le 1er décembre et finiront le 8 décembre.  
OFFICE DE TOURISME,

1 avenue du Pont,  
La Grand'Combe. 04.66.55.76.12

**Le 8 décembre : Cantine** de La Rétive à partir de 13h. Prix libre.

LA RETIVE, 42 rue du faubourg d'Auvergne, à Alès.

**Le 8 décembre : Free Market** de 10h à 20h.

LA RUCHE, 12 rue de l'ancien Vélodrome, à Nîmes.

**Le 14 décembre : « Pistes d'envol »** du Salto avec divers spectacles. Pour plus de renseignements : contactez l'école du cirque Le Salto.

LE SALTO, Pôle culturel de Rochebelle, à Alès /  
04.66.30.14.90

**Le 15 décembre : Après-midi jeux de société** à partir de 15h. Gratuit.

LA RETIVE, 42 rue du faubourg d'Auvergne, à Alès.



## CRISE : LES CLEFS DE LA REPRISE

## Boucherie de presse !

*Revue de presse locale débitée à la hache*



L'OAC d'Alès piqué au vif par nos incessantes moqueries, vient de nous mettre le nez dans notre caca ! Les footballeurs alèsiens ont battu 3 à 0 l'équipe d'Arles-Avignon. Équipe normalement constitué et dans une santé physique acceptable (cf. « Midi Libre » 18/11/2013).

Le **Gang des Schtroumpfs** revendique le kidnapping de 5 honnêtes commerçants de résine de cannabis de la région du Vigan (cf. « Midi Libre » 17/11/2013). Dans un communiqué officiel, le Gang des Schtroumpfs, promet de libérer leurs victimes, si les cévenols acceptent de ne plus vendre ou de cultiver de cannabis. Il invite la population à être « compétitive » : travailler pour un salaire de misère ne couvrant même pas nos dépenses ordinaires sans user de psychotropes. A l'iniquité, le Gang des Schtroumpfs ajoute le sadisme...

Un nouveau **nid de Schtroumpfs** vient d'être inauguré au mois d'octobre : « Une nouvelle gendarmerie vient d'être inaugurée à

Barjac, aux frontières du Gard et de l'Ardèche » (« La Marseillaise » 22/10/2013). Les potagers en tremblent d'avance !!!

Le **Salon MIAM** qui s'est déroulé à Alès du 16 au 18 novembre, répondant à la menace du Gang des Schtroumpfs, s'est donc contenté de présenter des mets culinaires ne contenant aucune substance cannabistique. Les professionnels de ce secteur rappellent pourtant que la production de chanvre à consommer est l'un des principaux secteurs économiques du Gard.

« **Déchets et emploi**, Alès agglomération gagne sur les deux tableaux » titrait le Midi Libre du 15 novembre. Se félicitant du tri sélectif où les déchets des uns sont les emplois des autres, Bernard Sendra annonçait que « sur Alès, nous allons ouvrir un centre de tri. Lorsque tout va tourner, sous 24 mois, une vingtaine de personnes seront recrutées » (cf « Midi Libre » 15/11/2013). Les déchets sociaux qui s'occupent des déchets des citoyens « éco-responsables » ? - Ce n'est ni une blague ni une boutade, mais tout un projet de société. C'est le projet écologiste libéral où le prolétariat d'ailleurs produit les biens consommés ici et que les prolétaires d'ici, se chargent de dissimuler aux yeux chastes et soucieux de l'environnement des classes consommatrices d'ici. Tout un programme... !

Le ministre du redressement productif (Montebourg) vient d'annoncer le 8 octobre que les **forges de Tamaris**, à Alès, seront bel et bien définitivement fermées (cf. BFM-TV du 06/10/2013). Il interdit les forgerons sans emplois de transformer la friche industrielle en devenir, en champ de chanvre. Les perspectives des ouvriers de Tamaris sont, elles aussi, limitées aux déchets des bourgeois des villages d'ortoirs. C'est un peu comme les habitants des favelas brésiliennes vivant dans les décharges desquelles ils tirent leurs quelques revenus, mais en France, il nous font un contrat de travail.

Dans le « Midi Libre » du 15 novembre : « La société "Le paradis du chat & du chien" propose des services funéraires pour nos amis à quatre pattes. » Ouvriers du recyclage des biens que vous ne pourrez jamais vous payer pour laisser intacte une nature qui vous est interdite par les barbelés et les panneaux « propriété privée », vous n'êtes pas de ces « amis », bien que vous soyez à quatre pattes. Il s'agit ici de l'ouverture d'un **cimetière pour les animaux domestiques** de ceux qui vous permettent d'avoir un salaire en produisant des déchets...

Drame culturel cévenol : « **Alexandra Lamy et Jean Dujardin se séparent officiellement** » (cf ; « Midi Libre » 12/11/2013). Mais qu'est-ce que nous allons bien pouvoir devenir ?!?!??

Il y a des mecs qui n'ont vraiment pas de bol... Jean-Pierre perd son emploi et son permis en 2006. Puis il divorce, s'abreuve d'alcool et part en sucette. Sept ans plus tard, le pauvre gars compte cinq mentions à son casier judiciaire, alors qu'avant 2006, son casier était vierge. Déprimant... Mais le pire est à venir, puisque le « Midi Libre » du 12 novembre 2013 nous renseigne qu'il vient d'être « **contrôlé deux fois en 24 h sans permis de conduire**. » En conséquence, « le tribunal le condamne à six mois de prison dont trois avec sursis assortis d'une période de mise à l'épreuve de deux ans, et à 250 euros d'amende. ». Les juges espèrent que Jean-



Pierre, accablé, mette fin à ses jours. C'est ce que les sociologues appellent l'auto-épuration sociales...

Les élus locaux du **Parti Socialiste** ne paient pas leurs cotisations au Parti présidentiel. « *La somme des retards, confirmée par le PS, dépasse les 140 000 €, quels que soient les calculs. Le phénomène de non-acquittement est donc d'importance.* » (« Midi Libre » 10/11/2013). La rédaction de « La Gueule Ouverte » aimerait bien taper sur d'autres guignols que les élus socialistes. Mais ceux-là semblent néanmoins décidés à nous fournir une abondante matière pour se foutre de leurs gueules... Qu'y pouvons-nous ?!

Un magasin de fringue de la rue d'Avejan à Alès, s'est fait braqué le contenu de sa caisse le 8 novembre 2013, à 10h30 du matin. Le braqueur n'a même pas pu amortir l'achat du flingue utilisé lors du **braquage** : la caisse ne contenait que 135 euros ! (cf. « Midi Libre » 09/11/2013). C'est la crise pour tout le monde.



Le 12 octobre dernier, des habitants et des paysans des environs ont récolté courges et potimarrons à **Saint-Hilaire-de-Brethmas**. Ce champ potager communautaire était une réponse à la construction d'un golf... Force est de constater qu'un potager communautaire est plus utile pour la population qu'un golf. Réponse d'Alès Agglo : « *La confiance et les distractions des investisseurs sont plus utiles pour vos emplois que vos potimarrons pour vos estomacs* ».

La **ligne de train TER Alès-Nîmes** dont les rames se raréfient année après année connaît, cette année encore, une attaque de feuilles mortes : « *Il s'agit d'un problème de perturbation de circulation bien au nord des Cévennes, surtout en Lozère, à cause de la présence de trop de feuilles mortes qui ont occasionné un problème d'adhérence sur les rails. Durant les trois jours avant la rentrée, les rames qui se rendaient ou partaient vers La Bastide patinaient. Et lundi, les rames qui n'avaient pas pu correctement circuler, n'étaient pas garées au bon endroit et ont été manquantes. Voilà pourquoi la capacité des trains a été réduite et les usagers ont subi des conditions de circulation pas optimales...* » (D'après le service de presse de la SNCF reproduit par le « Midi Libre » du 07/11/2013). Les défenseurs de l'écotaxe sont ravis : ils peuvent continuer à utiliser leurs voitures tout en payant l'obole expiatoire et éco-responsable de l'écotaxe. Mauvaises habitudes et bonne conscience se réconcilient dans l'éco-connerie fiscale...

A propos de la liquidation de **Call-Expert**, Bernard Vire, secrétaire de l'union locale CGT rappelait au « Midi Libre » du 6 novembre 2013 : « *Nous avons alerté tout le monde, députés, élus de l'agglo, Max Roustan, la Cour régionale des comptes, le préfet, le sous-préfet aussi... À propos des agissements discutables de Delamarre.* » Puis il questionne : « *Comment Delamarre a-t-il pu obtenir autant d'argent public ? Nous sommes étonnés qu'il ait pu avoir 60 000 € de loyers impayés sans que l'agglo ait trouvé à redire. En tout, entre les subventions et la dette sociale auprès de l'Urssaf notamment, c'est près de 3,5 M€ qu'il doit. Nous demandons que l'argent public indûment perçu soit rendu* ». Enfin, il conclut à raison : « *Il avait les chéquiers de l'entreprise. Depuis le redressement judiciaire, il était cogérant de fait. Nous sommes dubitatifs quant à la vitesse à laquelle l'entreprise a été liquidée.* ».

Le préfet lui répond « républicainement » que les ex-salariés de **Call-Expert** l'ont dans l'os, puisque les règles du capitalisme ne sont pas faites pour satisfaire aux besoins des populations : « *500 000 € proviennent des organismes paritaires agréés. C'est l'Agefos-PME de Picardie qui a financé les contrats de professionnalisation. Ce ne sont pas des aides de l'État. [...] Call expert n'est pas en mesure de tenir ses engagements.* »

« La Marseillaise » du 22 octobre commémorait le **massacre des Italiens d'Aigues-Mortes**, en 1853. Ne faiblissons pas ! 160 ans plus tard, il nous reste quelques sans-papiers et immigrés à massacrer faute d'être suffisamment courageux pour s'attaquer à nos patrons, propriétaires et grandes surfaces alimentaires ! Faute d'être combattifs, soyons donc aussi lâches que nos aïeux !

Retrouvez les vidéos évoquées dans ce numéro et les numéros précédents en PDF sur notre blog : <http://lagueuleouverteredac.wix.com/lagueuleouverte>

**LA GUEULE OUVERTE**



2,50 € - Le périodique hurlant d'Alès - Septembre 2013 - n°1 - [lagueuleouverte.redac@gmail.com](mailto:lagueuleouverte.redac@gmail.com)

**Et mon schiste ?  
C'est du poulet ?**

Le 30 août dernier avait lieu à Nîmes un rassemblement d'opposants à l'exploitation du gaz et pétrole de schiste en Cévennes. Les hommes de main du préfet furent quelque peu zélés ce jour-là. Bilan : une quinzaine de blessés au total... Joseph Kacem y était. Témoignage en page 4.

Page 8, un petit coup d'œil sur l'apocalypse mondiale. Notre dossier de la semaine :  
**En hijab ou en mini-jupe : un été de meufs en ligne de front.**

Mais pour bien commencer ce premier numéro de **La Gueule Ouverte** :

**BOUCHERIE DE PRESSE !**

Rubrique débitant l'actualité locale.

Le 24 août, le « Midi Libre » nous annonçait la victoire d'Ingrid Legal au Grand Prix de la Chanson Alès Cévennes Camargue. Ce qui est bon à retenir, c'est qu'elle a remporté ce Grand Prix en chantant du Jacques Brel, et non en interprétant des grivoiseries patriotiques... Malgré Collard, il nous reste un espoir ! Et oui ! En Cévennes, on a de la culture ! D'ailleurs, dans le même quotidien, le même jour, nous partageons



**LA GUEULE OUVERTE**



2,50 € - Le mensuel hurlant d'Alès - Octobre 2013 - n°2 - [lagueuleouverte.redac@gmail.com](mailto:lagueuleouverte.redac@gmail.com)

**Lettres d'Egypte**

Témoignages de S. Gaber et de J. Charbel. Page 8

Mais avant toute chose et avant de déprimer en lisant les « Lettres d'Egypte » :

**Boucherie de presse !**

Rubrique débitant l'actualité locale (mais pas que)

...et aussi :

**Chemin de croix pour une retraite**  
- page 5

**Apocalypse Now :**  
Infos en vrac  
- page 15

**Insurrection mondiale**  
- page 18

Début septembre, le parc des expositions d'Alès a accueilli le salon annuel des « Animalades ». Mères et pères ont pu reporté leur amour atrophié sur quelques boules de poils tout aussi laides que hors de prix. Notons que l'arrivée massif de chômeurs grecs, ainsi que de événements à poil longs, n'ont eu aucun succès. Germaine à Robert : « C'est un peu trop salissant... ».



**LA GUEULE OUVERTE**



2,50 € - Le mensuel hurlant d'Alès - Novembre 2013 - n°3 - [lagueuleouverte.redac@gmail.com](mailto:lagueuleouverte.redac@gmail.com)



**AUTOMNE 2013 : Flambée mondiale**

**La Gueule Ouverte**

Qui ? Quoi ? - page 2

**Calendrier** - page 5

**Boucherie de presse**

Revue de presse débitée à la hache - page 6

**Automne 2013 :**

**Apocalypse Now**

Numéro spécial d'un monde qui flambe  
Europe (p.10) Asie (p.17) Afrique (p.24)  
Les Amériques (p.28)

On se laisse pas faire ! (p.10)

**Numéro 1 :** Articles d'actualité sur la manif anti-gaz schiste du 30 août à Nîmes (« Et mon schiste ? C'est du poulet ? ») et sur la condition de la femme dans les luttes (« En hijab ou en mini-jupe : un été de meufs en ligne de front »). 20 p. 2,50 €

**Numéro 2 :** Articles d'actualité sur la manif contre la réforme des retraites (« Chemin de croix pour une retraite ») et un dossier sur la révolution égyptienne (« Lettres d'Égypte »). 20 p. 2,50 €

**Numéro 3 :** Précision sur la nature de notre mensuel (« La Gueule Ouverte. Qui ? Quoi ? ») et une mise en perspective de toutes les émeutes et mouvements sociaux d'octobre 2013. 36 p. 2,50 €

Où trouver notre mensuel :

Sauramps en cevennes – 2 place Saint-Jean – 30100 Alès –

OUVERT du lundi au samedi 9h-12h & 14h-19h

Les blues heures – 9 rue du Tempéras – 30100 Alès – OUVERT du mardi au samedi 17h-00h00

Totem Tabac Presse – 11 rue Jean Castagno – 30100 Alès –

OUVERT du lundi au samedi 9h-19h

La Rétive – 42 faubourg d'Auvergne – 30100 Alès – OUVERT les mercredis et samedis après-midi.

Librairie Publico – 145 rue Amelot – 75015 Paris

Merci à Decressac pour les illustrations des pages 26 et 27, et à S pour les corrections.